

## LE TSARISME EN ASIE-MINEURE LES ORIGINES DU PROBLÈME ARMÉNIEN

□ □

### I.

**D**ans le grand drame de l'humanité dont l'issue échappe de plus en plus à la volonté des individus médiocres qui croient en tirer les ficelles, dans cette immense tragédie sur laquelle plane la Fatalité inexorable des Anciens, le tsarisme a joué incontestablement le rôle le plus néfaste. Aujourd'hui que les propres alliés de la Russie recouvrent la liberté de la critique à l'égard du système déchu qui avait empoisonné durant trois siècles toute l'atmosphère européenne, il est peut-être permis de revenir sur un chapitre de la politique extérieure du tsarisme dont les données fondamentales sont loin d'être suffisamment connues en dépit du grand fracas avec lequel des esprits généreux mais mal renseignés s'en occupèrent. Il s'agit du problème arménien, dont la portée historique dépasse de beaucoup l'importance numérique des Arméniens : les destinées de ce petit peuple qui n'a joué jusqu'à ces derniers temps qu'un rôle assez effacé dans la question d'Orient, se mêlent subitement aux destinées de l'humanité par l'intime lien qui le rattache au tsarisme à la veille de la guerre et qui en fit l'avant-garde de la politique moscovite en Asie-Mineure. Dans les préparatifs du drame universel auquel nous assistons, la question arménienne fut une des questions capitales qui mirent aux prises les grandes puissances, question bien complexe et dont les dessous n'étaient visibles qu'à quelques observateurs avertis des choses d'Orient. Ceux-ci la regardèrent avec anxiété durant la courte période qui sépara la guerre mondiale de la mêlée balkanique, car ils ont bien senti l'énorme danger qu'elle fit surgir pour l'Europe. Si l'on se reporte aux «Parliamentary Papers» de la

Chambre des Communes en 1913 et dans la première moitié de l'année 1914, on est frappé par les pressentiments du danger européen qu'exprimèrent alors plusieurs députés anglais dont l'attention ne se détourna jamais de la question d'Orient, et qui revinrent dans leurs interpellations à plusieurs reprises sur les rapports russo-arméniens. Les égards que le Foreign Office a cru devoir montrer au gouvernement tsarien empêchèrent Sir Edward Grey de vouer toute son attention au danger signalé par des parlementaires comme Sir Mark Sykes, Walter Guinness, Aubrey Herbert et d'autres; ceux-ci étaient unanimes à déclarer que l'action souterraine du tsarisme en Asie-Mineure était la force motrice de toute la crise d'Orient, propre à déclencher une catastrophe générale. (1)

Si nous invoquons ces témoignages, c'est que l'opinion publique induite en erreur par la presse se fait ordinairement une image très saisissante mais trop puérile des choses d'Orient: elle croit à la fable du loup et de l'agneau, du musulman fanatique et sauvage qui passe son temps à persécuter le chrétien d'Orient innocent et angélique. La légende européenne ne connaît qu'un seul coupable: l'Islam; elle voit dans les chrétiens d'Orient des victimes sans tache, dans la Russie protectrice des orthodoxes une mère imbue de tendresse pour toutes les nationalités opprimées de l'Orient. C'est grâce à cette légende séculaire que les Arméniens purent jouir de la protection morale du monde civilisé, et que peu de gens soulevèrent la question de savoir si derrière les désordres en Orient il n'y avait pas eu un metteur en scène invisible qui travaillait à faire *durer* l'anarchie dans ces contrées pour en profiter au moment opportun. Faire retomber toutes les fautes et toute la responsabilité sur l'Islam parut commode à ceux qui se contentent en toutes choses de lieux communs et qui ne se donnent jamais la peine de creuser un problème pour en saisir la véritable signification. On a rarement voulu comprendre que

1) Voir les comptes-rendus des séances de la Chambre des Communes du 8 mars, du 1 juillet 1913, du 17 mars et du 29 juin 1914, où la question arménienne fut discutée avec la participation de Sir Edward Grey, du sous-secrétaire d'Etat Acland et de Bryce: la crainte d'une intervention russe y fut nettement exprimée et admise par les représentants du Foreign Office.

le poison de l'Orient qui paralysa tous les efforts vers la renaissance islamique et vers l'amélioration des rapports turco-chrétiens fut identique au poison que le tsarisme inocula à la Russie en la séparant moralement de l'Europe occidentale. Pendant plus d'un siècle les médecins politiques de l'Empire ottoman crurent à une maladie inguérissable de leur client dont ils prédirent tant de fois la mort imminente sans se douter que la méthode thérapeutique la plus simple et la plus efficace aurait été d'éliminer de l'organisme le poison de l'intrigue étrangère, dans l'espèce le dissolvant de la politique tsarienne. Ce furent constamment les visées du tsarisme en Orient qui déterminèrent toutes les intrigues de l'étranger dans ces contrées, où les puissances, ne voulant pas être battues en brèche par le tsar, se joignirent à lui pour obtenir une part du «gâteau» tant convoité. Il fut un temps où cette vérité élémentaire mise en évidence par un des hommes politiques anglais les plus clairvoyants du dix-neuvième siècle, David Urquhart, inspira la politique britannique qui ne cessa, sous la direction de Lord Palmerston et de Lord Beaconsfield, de dénoncer les pratiques du tsarisme en Orient, sans se hausser cependant jusqu'à collaborer méthodiquement au relèvement des populations orientales. Plus tard, pour les besoins d'une politique européenne qui rendit nécessaire l'amitié de Nicolas II, la Grande-Bretagne laissa échapper la direction spirituelle du mouvement réformateur en Orient, rompant avec une tradition séculaire et cédant le champ à l'œuvre destructive du tsarisme. Celui-ci jugea depuis l'accord anglo-russe de 1907 que le moment était arrivé où il pouvait enfin procéder à la réalisation de son vieux programme, grâce à l'élimination de la résistance britannique qui se transforma peu à peu en coopération étroite avec la Russie dans toutes les questions dont dépend le sort de l'Orient. C'est ainsi que la question arménienne devint, après la liquidation de la Turquie d'Europe, la pierre d'achoppement de toute la politique européenne; c'est grâce à cette constellation que les Arméniens s'élevèrent tout à coup au rang d'un facteur important dans les calculs de la diplomatie feignant, comme d'habitude, des préoccupations humanitaires

pour mieux masquer ses convoitises les plus hideuses. Le dissolvant du tsarisme si magistralement manié par les adeptes du fameux général Ignatieff, chimiste en chef de la politique destructive en Orient, finit par contaminer toute la politique internationale. Ce que nous voulons démontrer ici, à la lumière de témoignages irréfutables, c'est précisément l'action souterraine de ce dissolvant dans une question particulière qui forme un chapitre à part de l'histoire diplomatique contemporaine.

Mais entendons-nous bien: il ne s'agit pas de nier ou d'atténuer la réalité tragique qui a fait du peuple arménien la collectivité la plus malheureuse sur la terre. Sa valeur civilisatrice n'est pas non plus en question, puisque personne que je sache n'a jamais nié ses réelles qualités qui ont largement contribué à la vie économique des contrées qu'il habite. Quant à la moralité de la race, critiquée par la plupart des écrivains anglais qui eurent l'occasion de l'étudier sur place, je ne crois pas au droit d'une race de prêcher la morale aux autres et je laisse de côté le chapitre qui traite du caractère arménien, bien que le rôle de ce dernier dans les malheurs qui frappent ce peuple infortuné ne soit pas minime, au dire d'un orientaliste aussi éminent que Sir Mark Sykes, membre du parlement britannique. (1) L'historien n'est pas obligé de faire métier de moraliste; au contraire, il fait mieux de borner ses recherches aux causes politiques, économiques et sociales dont l'enchevêtrement détermine un problème, car pour lui il s'agit uniquement de *connaître* et de *comprendre*.

Dans la question arménienne l'enchevêtrement des causes est particulièrement complexe: au lieu de s'arrêter aux lieux communs sur l'antagonisme foncier des musulmans et des chrétiens, antagonisme qui n'explique rien, puisqu'il y a des contrées où ces deux éléments vivent côte à côte depuis des siècles sans se faire une guerre d'extermination, au lieu de se lamenter sur les atrocités légendaires dont on ne sait jamais au juste dans quelle mesure elles furent l'œuvre de machinations intéressées et dans quelle mesure elles sont les visions d'une imagination surexaltée, l'histo-

1) Sir Mark Sykes: «The Caliph's Last Heritage» — Macmillan, London, 1915.

rien cherchera à préciser le rôle des différents facteurs dont l'ensemble a produit ce qu'on appelle la tragédie du peuple arménien. Car tragédie il y a : la question à examiner est si les rôles y sont bien distribués par ceux qui jouent le premier violon dans le concert de la presse européenne, et si, faute d'une documentation exacte, la fable du loup et de l'agneau n'a pas été trop candidement appliquée au tête-à-tête du Turc et de l'Arménien. En matière d'atrocités, l'Europe a donné un exemple trop hideux pendant ces trois années de guerre pour avoir le droit de jouer au moraliste et au pédagogue devant les continents moins «civilisés». Il s'agit d'assigner sa place à chacun dans cette tragédie, dont la mise en scène ressemble trop aux méthodes séculaires du système tsarien, aux méthodes de Pierre le Grand en Ukraine, de Catherine II dans la Pologne agonisante, d'Alexandre I<sup>er</sup> en Grèce, de Nicolas I<sup>er</sup> et de ses successeurs dans les Balkans et en Asie, pour permettre des doutes à celui qui connaît les véritables forces motrices de la question d'Orient. Que le tsarisme ait parfois contribué indirectement au bien des peuples sur lesquels il a mis ses griffes, tout en voulant le mal pour le mal, cela ne change rien aux vérités historiques dûment établies et qui le montrent comme la force la plus malfaisante des temps modernes.

\* \* \*

Pour comprendre la véritable signification du problème arménien à la veille de la guerre mondiale, il faut, avant d'entrer en matière, fixer les termes dans lesquels se pose devant l'Europe le problème turc. Dans ses «Lettres de Turquie» datées de 1835 à 1839, le maréchal de Moltke, alors capitaine détaché auprès de l'armée ottomane, qui fut, parmi les Européens, un des meilleurs observateurs du proche Orient, constate avec étonnement que l'Europe s'intéresse davantage à la Turquie que les Turcs eux-mêmes. Si cette remarque n'était déjà pas entièrement conforme à la réalité aux temps du Sultan Mahmoud II qui s'efforça sérieusement de gagner les Turcs à ses idées nouvelles, elle ne s'applique plus aucunement à la Turquie d'aujourd'hui où le dernier «hamal» se passionne aussi vivement pour les

choses publiques que les politiciens de métier. Moltke compare les réformes tentées par Mahmoud II à celles que Pierre le Grand a su réaliser en Russie, et il observe que les interventions multiples des puissances européennes à Stamboul ont peut-être plus fait pour empêcher toute réforme sérieuse que l'esprit arriéré des Turcs. L'isolement complet où se trouva la Russie de Pierre le Grand permit à celui-ci d'agir à l'abri de toute curiosité européenne, d'appliquer la manière forte sans craindre que des intrigues extérieures vinssent exploiter le mécontentement inévitable que suscitent les réformateurs partout et toujours, tandis que la Turquie devait constamment lutter non seulement contre l'esprit rétrograde des «vieux-turcs», mais aussi et surtout contre les intrigues de l'étranger.

Sans en dégager la conclusion qui s'impose à l'observateur impartial, Moltke y touche à la cause primordiale qui a retardé pendant un siècle la renaissance islamique. Les exigences confuses de l'Europe auxquelles ne présidait aucune connaissance de l'esprit oriental, furent parmi les principaux obstacles du mouvement réformateur en Turquie qui s'épuisa dans une lutte inégale pour empêcher la mainmise de l'Europe sur les derniers vestiges de la souveraineté ottomane. Sans cette lutte séculaire, il y a longtemps que les réformateurs turcs auraient pu aboutir de leurs propres forces, sans même agir à l'instar de Pierre le Grand dont les violences féroces sont bien connues. Tous les orientalistes de valeur, en Angleterre comme ailleurs, sont d'accord que le Coran n'interdit nullement la réorganisation des institutions politiques de l'Islam dont l'esprit essentiellement démocratique se prête aux réformes les plus modernes si ces réformes revêtent une forme musulmane, viennent d'un gouvernement mahométan indépendant, affranchi de toute pression extérieure. Le caractère du paysan anatolien, comblé d'éloges par tous les Anglais qui se mirent en contact avec lui durant cette guerre, ne nécessite pas la méthode brutale que d'autres peuples devaient subir avant d'entrer dans la voie des réformes; son obéissance légendaire permet de supposer qu'il acceptera sans résistance les changements les plus profonds, pourvu qu'on lui *enseigne*

ce qui lui fait défaut avant tout: les notions élémentaires de la science agricole, condition indispensable de sa prospérité.

Si j'insiste sur ce point avant d'entrer en matière, c'est que la question arménienne fut toujours présentée en Europe comme un conflit séculaire entre le «fanatisme musulman» qui demeure réfractaire à la civilisation et l'esprit arménien qui cherche à se rapprocher de l'Occident depuis qu'il y a des Arméniens en Asie-Mineure. Cet antagonisme n'est qu'un produit artificiel des intrigues étrangères, produit assez récent, car un simple coup d'œil sur les rapports turco-arméniens dans le passé nous montre les deux races en bonne intelligence durant plusieurs siècles sans que jamais un conflit de quelque envergure vint les séparer. Ce qui frappe tous les observateurs ayant approfondi un peu leurs études d'histoire ottomane, c'est que tous les conflits de races dans l'empire furent créés par l'étranger, sans lequel les différentes nationalités auraient pu s'entendre et vivre côte à côte, en réalisant d'un commun accord les réformes nécessaires. Du moins, les accords intervenus entre Mahomet le Conquérant et les nationalités que Byzance avait léguées à la Turquie naissante démontrent la justesse de cette hypothèse: ces accords ne furent pas «imposés» brutalement, comme on le croit ordinairement, mais résultèrent de négociations laborieuses entre les Turcs et les peuples conquis, peuples qui ne s'attendaient pas à être traités de nation à nation par ceux mêmes qui mirent fin à l'empire byzantin. On connaît trop peu ce chapitre de l'histoire qui donne une idée plus exacte du véritable caractère des Turcs que tous les récits modernes de voyageurs européens. On oublie volontiers que les Turcs furent salués comme des libérateurs du joug que le clergé byzantin fit peser sur le peuple, que Mahomet le Conquérant accorda aux chrétiens la liberté de conscience inconnue jusqu'alors dans toute l'Europe, que la tolérance islamique précéda de plus de deux siècles la tolérance occidentale. Lisez l'ouvrage admirable qu'un savant Anglais de bonne marque, le Professeur J. W. Arnold, a publié en 1896 et dont la seconde édition parut en 1913, en pleine crise de turcophobie européenne: «*The Preaching of Islam. A history of the propagation of*

*the muslim faith*». Il démontre que le but des armées musulmanes n'était jamais de forcer les chrétiens à la conversion. Il s'agissait d'être leurs maîtres, mais non pas de les convertir. Les chrétiens d'Asie-Mineure furent contents de se voir délivrés de la tyrannie du clergé byzantin. Les recherches plus récentes d'un grand orientaliste italien, Don Leone Caetani, Prince de Teano, confirment la thèse du savant Anglais: les «Annales de l'Islam» que le prince Caetani rédige avec tant de compétence sont un monument de la tolérance mahométane à travers les siècles, tolérance religieuse et politique sans pareille en dépit des régimes despotiques qui déformèrent l'Islam plus tard. Le fait que les Turcs ont instauré un système de féodalité spécifique à l'égard des chrétiens en se réservant la direction suprême de l'Etat, n'eut rien d'anormal à l'époque de la conquête; le sort des peuples soumis ne fut nullement comparable au sort des races gouvernées par la féodalité autrement dure qui régna dans la chrétienté jusqu'à la Révolution française. D'ailleurs, les comparaisons de l'Orient musulman avec l'Europe moderne n'ont aucun fondement, car il ne faut jamais perdre de vue que l'Islam ne compte que son quatorzième siècle: six siècles de différence au point de vue social n'autorisent aucun jugement prématuré relativement au progrès dont la société islamique reste susceptible.

Les Arméniens furent parmi les nationalités chrétiennes qui doivent à la Turquie d'autrefois le maintien de leur religion et de leur culture. Ils étaient déjà un peuple conquis quand Mahomet les arracha à la domination byzantine. Les périodes où ils formèrent des Etats indépendants ont été extrêmement courtes et ils durent s'inféoder à tous les conquérants qui ont passé en Asie-Mineure. Par leurs grandes et incontestables qualités, ils jouèrent un rôle très important dans l'empire byzantin où leurs barons atteignirent les plus hauts postes dans l'administration et dans la diplomatie. Ce rôle, ils purent le conserver intact sous la domination turque aussi longtemps qu'ils restèrent fidèles à la Sublime Porte. Lorsque Mahomet entra à Constantinople, il fit appeler l'évêque arménien de Brousse, Ovakim, le reçut avec les plus grands honneurs, l'établit à Constanti-

nople, le nomma patriarche de tous les Arméniens, lui conféra des privilèges politiques et religieux qui assurèrent la liberté des Arméniens dans le nouvel empire. Les barons arméniens s'empressèrent d'ailleurs d'offrir leurs services au Sultan, comme ils agirent toutes les fois qu'un nouvel conquérant apparut dans leur contrée. Et jusqu'à ces derniers temps ils conservèrent la place importante qu'ils surent obtenir dans le gouvernement: la Sublime Porte était toujours ouverte à leurs talents administratifs et diplomatiques et les Turcs les ont considérés longtemps comme le seul élément chrétien dont le loyalisme fût à toute épreuve en face des ambitions moscovites qui menaçaient les uns et les autres. Dans les documents anciens les Arméniens portent le nom «*milleti sadika*» (la nation fidèle), en reconnaissance du grand dévouement dont ils firent preuve à l'égard de l'Etat. Au cours du dix-neuvième siècle ce fut un dogme aux yeux des Arméniens clairvoyants de préférer le régime ottoman au régime tsarien, étant donné qu'ils purent librement développer, sous l'égide de la Porte, leur culture nationale, leur langue et leur religion. Le changement radical qui s'est opéré à cet égard, depuis le Congrès de Berlin, dans certains milieux arméniens, est indéniable, mais pour l'expliquer il ne suffit pas d'invoquer les massacres hamidiens et les brigandages kurdes. Nous verrons pourquoi.

Plusieurs siècles de collaboration turco-arménienne en face de trente ou quarante années de conflit de races doivent faire réfléchir l'historien qui tient à creuser son sujet au lieu de se contenter des lieux communs par lesquels la presse quotidienne explique tout ce qui se passe en Orient. La question arménienne n'existait pas encore au point de vue diplomatique quand d'autres races de l'empire ottoman avaient déjà été soulevées par le tsarisme. Pendant la guerre de l'indépendance grecque, l'Eglise arménienne était complètement absorbée par ses querelles intérieures et la Sublime Porte dut protéger les sectes arméniennes que le patriarcat voulait persécuter. Si les protestants arméniens n'eurent pas toujours la liberté de conscience, c'est que les patriarches eux-mêmes donnèrent le signal de la persécu-

tion. Il fallait l'intervention de la Sublime Porte pour empêcher les confessions chrétiennes de s'entredéchirer, comme il fallait la surveillance des gendarmes musulmans pour empêcher les moines orthodoxes et catholiques à Jérusalem de s'entretuer devant les Lieux Saints. Les écrivains arméniens furent longtemps presque unanimes à reconnaître que leurs coreligionnaires jouissaient d'une liberté beaucoup plus grande en Turquie qu'en Russie et ce n'est que depuis le régime funeste d'Abdul Hamid, régime protégé par certaines grandes puissances en dépit de sa monstrueuse dégénérescence, que s'est creusé le fossé qui sépare Turcs et Arméniens. (1) Le nouveau régime a fait quelques tentatives pour y porter remède, mais le mal était déjà trop enraciné pour pouvoir être extirpé d'un jour à l'autre. La guerre générale vint révéler l'abîme dans toute sa profondeur en donnant à la question arménienne sa véritable signification.

## II.

La complexité du problème arménien provient du fait qu'il présente des aspects variés selon les époques qu'on étudie et les points de vue auxquels on se place. Il y eut une époque où les Arméniens furent la bête noire du tsarisme, et la Turquie leur unique refuge contre la politique d'extermination préconisée à leur égard par les gouverneurs russes du Caucase. Il y eut une époque où Nicolas II et Abdul Hamid rivalisèrent de brutalité dans les contrées arméniennes soumises à leur autorité : tout le monde sait qu'en 1895-1896 ce fut l'attitude du tsar et de ses conseillers qui encouragea le « Sultan rouge » dans sa politique horrible lors des massacres arméniens. C'est alors que le prince Lobanoff-Rostowski, ministre des affaires étrangères du tsar, lança le mot d'ordre que pour la Russie il était préférable d'avoir à ses frontières une « Arménie sans Ar-

1) On a imputé la responsabilité des massacres d'Adana en 1909 au nouveau régime. Un rapport du député arménien de Rodosto, Agop Effendi Babikian, chargé d'une enquête sur ces massacres, constata en effet la culpabilité des fonctionnaires locaux et de certains membres du comité local d'Adana. Mais il est avéré que parmi les gens qui se rallièrent au nouveau régime au lendemain de la révolution, il y eut beaucoup de réactionnaires déguisés qui entrèrent au comité Union et Progrès afin de pouvoir le compromettre à la première occasion. Le comité d'Adana fut composé de gens pareils et il fallut quelque temps au nouveau régime pour se débarrasser de ces éléments dangereux. Leur punition par la Porte démontre l'inaanité de l'accusation.

méniens », puisque l'Arménien ne représentait pour les convoitises russes qu'un élément de trouble, sans lequel il sera plus facile au tsarisme d'avaloir les provinces arméniennes le jour où s'accomplirait le partage de l'Asie-Mineure. Il y a dix ans encore la Fédération révolutionnaire arménienne prêchait la haine commune contre Abdul Hamid et Nicolas II, englobant dans sa propagande européenne la croisade contre les deux autocrates dont le sort se répète à dix ans de distance. Existe-t-il un réquisitoire plus formidable contre un régime d'oppression que les 24 lettres de l'écrivain arménien Aknouni, dont la traduction française fut publiée à Genève en 1905 par la Fédération révolutionnaire arménienne, sous l'égide de Francis de Pressensé ? (1) Il en ressort avec évidence combien eurent tort les Arméniens qui, au cours du dix-neuvième siècle, se laissèrent séduire par les promesses des tsars. Depuis le jour où le premier corps des volontaires arméniens fit son apparition dans l'armée russe lors de la guerre de 1826, pour aider le tsar à s'emparer du vieux sanctuaire des Arméniens orthodoxes, Etchmiadzine, depuis la première visite, en 1837, de Nicolas I<sup>er</sup> dans ce « cœur » du pays de l'Ararat auquel il promit l'indépendance, jusqu'aux promesses de 1878 et de 1913, les Arméniens eurent mille occasions de se convaincre que le tsarisme les trompait sciemment, abusant de leur sentiment national et de leur penchant naturel vers l'orthodoxie slave.

L'idée d'un « royaume de l'Ararat » ne cessa de hanter l'esprit des révolutionnaires arméniens depuis que Catherine II eut lancé son appel aux peuples du Caucase et depuis que le premier programme de l'indépendance arménienne fut élaboré et soumis par l'archevêque Joseph Arghoutian à l'approbation de la tsarine. Les premiers pourparlers entre les Arméniens et le gouvernement russe aboutirent au dix-huitième siècle aux points suivants :

1° Les provinces arméniennes forment un royaume à part sous la protection de la Russie. 2° Les Arméniens payeront un impôt à la Russie et lui fourniront des troupes en cas de guerre. 3° Le pays se gouverne par ses propres lois. 4° Une certaine quantité de troupes russes resteront dans les provinces arméniennes pendant un laps de temps déterminé, soit pour protéger les

1) E. Aknouni: « Les plaies du Caucase ». Genève, 1905.

habitants, soit pour surveiller le pays. 5° Le droit d'élire le roi d'Arménie revient à l'impératrice de Russie. Le roi aura un ambassadeur à Pétersbourg. 6° La capitale sera Erivan ou Vagharchabat. Le drapeau arménien sera tricolore. 7° Les deux pays établiront un traité de commerce et des accords douaniers.

C'est en vain que les Arméniens attendaient la réalisation de ces promesses. Les tsars les comblèrent de paroles flatteuses toutes les fois qu'ils eurent besoin des volontaires arméniens, mais quand il s'agit de passer à la pratique, ils firent la sourde oreille. On connaît les déceptions du catholico Nersès d'Aschtarak qui s'est mis à la tête des volontaires arméniens contre les Persans et reçut pour toute récompense un décret de remerciements de Nicolas I<sup>er</sup>. Pour se débarrasser des réclamations importunes de ce vieillard, le gouvernement russe n'a pas hésité à recourir aux moyens violents ; quand Nersès mourut inopinément en 1857, l'opinion populaire fut persuadée que le gouvernement russe l'avait fait empoisonner, afin d'envoyer avec lui au tombeau le programme de l'indépendance arménienne. (1) La même déception attendait le mouvement arménien qu'un publiciste, Grigor Artzrouni, avait déclenché en décembre 1876, en vue de la guerre russo-turque qui se produisit deux ans après. Un manifeste adressé à Alexandre II invita le tsar à secourir le « peuple frère » au-delà du Caucase. Dans ce manifeste, remis au grand-duc Michel Nicolaïevitch, au palais de Tiflis, par une députation russo-arménienne, se trouve le passage suivant :

«Sachant combien notre roi bien-aimé et la Russie entière ont de sympathie pour le sort des chrétiens sujets de la Turquie, nous qui sommes leurs frères par le sang et la religion, nous mettons tout notre espoir d'une amélioration de leur sort dans l'autorité puissante de la Russie et nous nous confions entièrement au tout-puissant empereur.» (2)

Toute cette action eut pour unique résultat l'article 16 du traité de San Stefano, promettant aux Arméniens turcs les « améliorations et les réformes exigées par les besoins locaux », article qui fut inséré, avec quelques modifications dans la forme, au statut élaboré par le Congrès de Berlin (Article 61) et qui éveilla les premiers soupçons dans le monde musulman vis-à-vis des intentions secrètes de certains partis arméniens. Sans aucune utilité pratique pour

1) Aknouni, l. c. - p. 210. 2) Aknouni, l. c. - p. 212.

les Arméniens eux-mêmes, cet article joua un rôle capital dans les interventions multiples que les puissances jugèrent nécessaires d'opérer en Turquie depuis le Congrès de Berlin, afin d'ôter au tsarisme le privilège de la « protection » des chrétiens. L'Angleterre s'arma d'un instrument analogue par la convention de Chypre qui lui permit d'avoir une influence directe dans la question arménienne. Avant d'étudier les conséquences funestes que ces interventions entraînèrent pour le sort jusque-là supportable des Arméniens ottomans, disons quelques mots sur leur situation sociale et politique au milieu du dix-neuvième siècle.

A cette date, entre la guerre de Crimée et la guerre russo-turque de 1878, la question arménienne n'intéressait l'Europe que très médiocrement. Les Turcs étaient encore les enfants choyés des conservateurs anglais, et l'Asie-Mineure était un *noli me tangere* pour toute la diplomatie occidentale. La littérature politique anglaise et française s'employa à prouver que les Turcs étaient infiniment plus sympathiques au point de vue de la civilisation occidentale que les Moscovites, dont Monsieur de Massade ne cessait de dénoncer les ambitions dangereuses. Ses chroniques de la « Revue des Deux Mondes », publiées durant la guerre de Crimée, prouvent combien il est facile à un journaliste rompu aux polémiques de trouver des arguments pour les besoins d'une cause : ce qui frappe le lecteur d'aujourd'hui dans ces vieilles chroniques d'un académicien français, c'est que ce dernier combattit le tsarisme avec les mêmes armes qu'on emploie en ce moment pour combattre la Turquie au nom de la civilisation. Les connaisseurs de l'Islam s'empressèrent alors de montrer par les préceptes du Coran combien cette religion est humaine et douce, et combien elle est supérieure à l'orthodoxie moscovite, cette orthodoxie que l'Eglise anglicane commence à trouver admirable depuis que les besoins d'une cause politique ont associé la Grande-Bretagne à la politique destructive du tsarisme en Orient. <sup>(1)</sup> Mais ce qui mérite plus d'attention que la presse

1) Au sujet du rapprochement de l'Eglise orthodoxe et de l'Eglise anglicane (High Church) voir les « Russian Supplements » du Times du 25 mars, du 24 juin et du 29 juillet 1916. - Voir aussi « L'intercommunion entre l'Eglise anglicane et l'Eglise orthodoxe russe » dans « Le Correspondant » du 25 août 1916, p. 706-782.

russophile des pays qui combattirent à cette époque les ambitions orientales du tsarisme, c'est la voix des Arméniens de Turquie. Ceux-ci étaient loin de se solidariser à ce moment avec les agissements de leurs congénères du Caucase prêts à « se confier entièrement au tout-puissant tsar ». Au contraire, leurs représentants les plus autorisés saisirent toutes les occasions pour condamner ces agissements dans la presse européenne en montrant les progrès des Arméniens tures, progrès réalisés par la voie légale dans le cadre de l'empire ottoman. En 1867 encore, un Arménien de bonne marque, le prince Dadian a pu rendre hommage au régime ottoman dans une étude importante qu'il donna à la « Revue des Deux Mondes ». Cette description très intéressante de la société arménienne dans la première moitié du dix-neuvième siècle montre avec évidence comment les Arméniens ottomans purent procéder en toute liberté à la démocratisation de leurs institutions ecclésiastiques, sans que leur développement social eût été entravé par les Turcs. (1)

Le prince Méghérditch Dadian y fait un tableau des progrès que les Arméniens surent réaliser depuis qu'a été promulgué en 1839 le *tanzimat*, la charte d'affranchissement politique des communautés chrétiennes de Turquie. On sait que le patriarche arménien de Constantinople est le chef non seulement spirituel, mais aussi temporel de ses compatriotes, leur intermédiaire officiel auprès du gouvernement. Cependant, son pouvoir religieux, comme celui de tous les archevêques et évêques de l'église arménienne, émanait jusqu'à la guerre actuelle du *catholicos* d'Etchmiadzine, chef suprême de tous les Arméniens orthodoxes. (2) Aussi longtemps que le *catholicos* garda son indépendance vis-à-vis du tsarisme, rien de grave ne troubla les rapports politiques des Turcs et des Arméniens. Jusqu'à la promulgation de la constitution ecclésiastique des Arméniens en 1860, l'action du patriarche sur son clergé avait un caractère discrétionnaire qui allait jusqu'à l'omnipotence. La Sublime Porte ne se mêlait de rien et se contentait de la percep-

1) « La Société arménienne contemporaine », Revue des Deux-Mondes, juin 1867, p. 903-928.

2) Célèbre monastère situé au pied du Mont Ararat et fondé au commencement du IV<sup>e</sup> siècle par l'apôtre arménien Saint-Grégoire, dit l'Illuminateur.

tion du *kharadj* (tribut de la capitation) dont la rentrée s'opérait sous la garantie du patriarche et par ses agents. Le double pouvoir civil et religieux du patriarcat aurait pu être bienfaisant même à l'époque de l'inégalité des musulmans et des chrétiens, s'il n'eût pas été accaparé par une oligarchie arménienne recrutée parmi les enrichis du commerce et de la banque, oligarchie qui confisqua le patriarcat à son profit. Le conseil national créé par cette coterie n'était, d'après Dadian, qu'un foyer permanent d'intrigues et de discordes dans les mains duquel le patriarche n'était qu'un instrument docile. Le peuple arménien, organisé en corporations industrielles (*esnaf*), n'avait aucune part aux affaires. Il était impuissant contre les abus de toute espèce de ses propres dirigeants et ses griefs étaient obstinément repoussés par le conseil suprême de l'Eglise arménienne. Les corporations implorèrent finalement la médiation du sultan, ce qui détermina en 1844 la réorganisation du conseil suprême dans lequel on admit 14 membres choisis par le patriarche dans le sein des corporations industrielles. En 1847, on institua deux conseils destinés à siéger à côté du patriarche : un conseil ecclésiastique, pour surveiller les actes de son administration spirituelle, et un conseil laïque formé de vingt membres, élus par les corporations, pour s'occuper des affaires civiles. Le patriarche avait la présidence des deux conseils, mais il cessait de remplir auprès de la Porte le rôle d'intermédiaire légal de ses compatriotes. Ces fonctions furent confiées à un *logothète*, chargé en même temps de faire exécuter les décisions du conseil civil. Par le firman du sultan qui approuva ces changements le 9 mars 1847, la démocratisation de l'Eglise arménienne fit un pas immense. Le peuple arménien avait conquis le droit de nommer ses chefs et ses représentants. Treize ans après, le 24 mai 1860, il arracha à ses dirigeants une constitution qui régla sur une base démocratique le droit de son administration intérieure. Le suffrage universel fut appliqué aux élections de toute sorte ; les pouvoirs du patriarche furent subordonnés au contrôle de l'assemblée générale, par laquelle il était élu. Les deux conseils dits *nationaux*, l'un religieux, l'autre civil, émanations de l'assemblée géné-

rale, s'occupent du règlement des affaires ordinaires. Des comités d'administration, de justice, d'instruction publique et des finances surveillent la gestion économique des fondations et des propriétés nationales, régulent les différents juridiques, inspectent les écoles, etc. Cette constitution a été retouchée à plusieurs reprises depuis sa promulgation jusqu'à sa récente révision par le nouveau régime turc (août 1916), mais son principe fondamental permit aux Arméniens de former, dans l'empire ottoman, une nation à part qui pendant le dix-neuvième siècle n'eut rien à envier aux Arméniens de Russie. La presse arménienne prit un développement considérable depuis que son premier organe fut fondé en 1839 à Smyrne (*L'Aurore*); le prince Dadian constate qu'en Turquie elle n'était arrêtée par aucune entrave et n'avait à subir aucune pression étrangère. Chacun pouvait fonder à ce moment un journal sans autorisation préalable et sans cautionnement, chacun jouissait alors d'une grande liberté pour l'expression de ses opinions. Plus tard la Porte adopta des règlements restrictifs, en prenant comme modèle les dispositions qui régissaient la presse française au milieu du dix-neuvième siècle, mais qui ne gênèrent nullement la discussion de toutes les questions d'intérêt général. (1) A mesure que le séparatisme arménien fit des progrès dans l'empire ottoman, ces libertés furent restreintes jusqu'à leur abolition complète.

Le régime hamidien est venu rendre la Turquie inhabitable pour toutes les races qui la composent, y compris musulmans et chrétiens. Toutefois il n'a pas touché aux privilèges essentiels que les Arméniens avaient acquis des sultans précédents, privilèges qui leur permirent de s'organiser intérieurement et de vivre leur vie propre, jusqu'au moment où les massacres survenus dans la dernière décennie du dix-neuvième siècle révélèrent à l'Europe les véritables aspects de la question arménienne. Cette question fut créée dans toute son ampleur par l'intervention étrangère qui ne rendit aucun service réel aux Arméniens, mais fit dresser les Turcs contre les nouvelles prétentions, incompatibles à leurs yeux avec l'existence de leur pays. Sauf sous le

1) Dadian, l. c. p. 908-915, 924.

régime hamidien, Turcs et Arméniens se supportèrent mieux durant leur tête à tête de six siècles que Russes et Arméniens durant le règne du tsarisme au Caucase, et rien ne justifie en principe l'assertion qu'après la chute du système hamidien il fut impossible de reprendre la question de plus haut et d'instaurer une coopération turco-arménienne pour le bien des contrées habitées par ces deux races. Malheureusement pour leur propre cause, beaucoup d'Arméniens se tournèrent de plus en plus vers la Russie qui, feignant une volte-face en faveur d'une Arménie autonome, les attira par la promesse d'une prospérité matérielle assurée sous l'égide des tsars.

Si nous comparons la situation des Arméniens du Caucase à celle de leurs congénères ottomans jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, nous constatons chez les premiers une prospérité matérielle acquise grâce aux aptitudes des Arméniens à se servir du grand marché russe pour développer leur commerce, tandis que l'Arménien en Asie-Mineure dut souffrir, comme le Turc lui-même avec tous les autres éléments de l'empire ottoman, de la stagnation absolue à laquelle Abdul Hamid condamna son malheureux pays durant plus de trente ans. Mais, politiquement parlant, la Russie fut loin, jusqu'à ces dernières années, de donner à ses sujets arméniens un dixième des libertés que leurs frères de Turquie obtinrent dès la conquête ottomane. Nous avons déjà parlé de la déception infligée par l'attitude des tsars aux premiers bataillons de volontaires arméniens qui se rangèrent aux côtés de l'armée russe dans toutes les guerres que celle-ci avait entreprises au cours du dix-neuvième siècle. Outre quelques concessions de pure forme mais susceptibles de frapper l'imagination populaire, comme la bénédiction du drapeau arménien dans la cathédrale de Tiflis et les manifestes grandiloquents adressés aux Arméniens par les commandants en chef de l'armée russe lors de l'ouverture des campagnes où l'on destinait un rôle aux volontaires arméniens, rien de sérieux n'a été fait par le tsarisme en faveur d'un peuple dont il exploita la naïveté pour le mater sans égards quand il n'avait plus besoin de son sang. Fermeture des écoles arméniennes en 1885; con-

fiscation des biens ecclésiastiques atteignant la valeur de cent millions, en dépit de la reconnaissance par le gouvernement russe, en 1836, du droit de propriété de l'Eglise arménienne-grégorienne; arrestation de l'élite intellectuelle du Caucase; procès-monstre intenté au parti « Dachnakzoutioun » (Fédération révolutionnaire arménienne fondée en 1890); méthodes de russification de tous genres, crimes administratifs, exils, déportations, guerre acharnée à la langue arménienne, spoliation des biens privés et publics: telle fut la situation politique des Arméniens de Russie jusqu'au début du vingtième siècle. En 1905 encore, il était interdit à Tiflis, centre arménien, ou dans toute autre ville au Caucase de faire une conférence en arménien. <sup>(1)</sup> Et le collaborateur le plus intime d'Abdul Hamid dans l'œuvre de suppression des Arméniens fut ce prince Lobanoff-Rostowski qui dirigea la politique étrangère du tsar aux moments les plus tragiques pour le « peuple-frère ».

Le tableau change au lendemain de la guerre russo-japonaise. Pour la Russie battue en Extrême-Orient et déjà rongée par la révolution, il fallait un prétexte pour « retourner en Europe », selon l'expression diplomatique, ce qui veut dire: revenir aux anciennes pratiques dans la question d'Orient et s'imposer à l'Europe comme la libératrice des chrétiens d'Asie-Mineure, puisque, en Europe, il ne restait plus de chrétiens à « affranchir », sinon ceux que le tsarisme tenait encore dans ses griffes. C'est alors qu'on s'aperçut à Pétersbourg que les méthodes employées jusque-là au Caucase et qui finirent par provoquer un scandale international, n'étaient pas susceptibles d'attirer les sympathies des Arméniens ottomans. Sur le conseil du comte Vorontzoff-Dachkoff, lieutenant-général du tsar au Caucase, ami intime de Nicolas II, le gouvernement russe fit machine en arrière et rendit les biens confisqués à l'église arménienne, rouvrit les écoles, mit fin aux procès politiques et aux vexations multiples, afin d'amadouer les Arméniens et de les gagner à la politique tsarienne en Asie-Mineure. Il s'agissait de mettre fin aux agitations séparatistes parmi les Arméniens du Caucase, en faisant miroiter devant leurs yeux

1) Voir Aknouni, p. 223.

l'ancien programme d'un royaume de l'Ararat, élargi en royaume arménien par l'annexion d'une grande partie de l'Asie-Mineure, sous le sceptre du tsar dont on invoqua le droit au titre du «tsar du pays arménien», titre qui figure parmi les innombrables dénominations des empereurs de toutes les Russies. Vorontzoff-Dachkoff, secondé par des conseillers arméniens, s'y prit avec beaucoup d'habileté et réussit en peu d'années à créer de toutes pièces une action souterraine en Asie-Mineure dont l'importance ne se révéla qu'au moment où la guerre mondiale permit au tsarisme de cueillir les fruits d'une œuvre patiemment élaborée. En 1913, dans son rapport à Nicolas II, le comte Vorontzoff-Dachkoff constate avec satisfaction que les Arméniens s'attachent de plus en plus au gouvernement tsarien, <sup>(1)</sup> et la «Novoïa Vrémia» s'écrie à la même époque: «Quel revirement d'idées et de sentiments! Les chefs de la société arménienne sont revenus à leur mère, la Russie». Dans la Douma, un Arménien russe, Papadjanoff, député de Transcaucasie, demande que la Russie prenne en main la «réalisation» des réformes dans l'empire turc, et Milioukoff invoque le traité de San Stefano qui engloba dans les frontières russes tout l'Euphrate supérieur. <sup>(2)</sup> On oublie les pogromes arméniens de 1905 dans les villes de Bakou, Choucha, Minkend, etc., massacres organisés par les agents provocateurs du tsarisme, où il y eut, au témoignage d'écrivains socialistes russes, des familles entières exterminées, y compris les enfants en bas âge. <sup>(3)</sup> Autrefois on excitait les musulmans du Caucase contre les Arméniens: maintenant ceux-ci devaient servir d'instruments de lutte contre la Turquie. Le malheur des Arméniens vient de ce qu'ils s'y laissèrent entraîner.

L'action tsarienne disposait d'une grande force par le fait que les principaux chefs du clergé arménien s'étaient entièrement inféodés à la cour de Russie. Le catholicos d'Etchmiadzine, autrefois indépendant, devint une simple

1) Maxime Kovalevsky: «La Russie et la question arménienne» (La Revue Politique Internationale, avril 1914).

2) Michel Pavlovitch: «La Russie et les Arméniens» (La Revue Politique Internationale, mai 1914, p. 464-465).

3) L. c. - p. 467.

créature du tsarisme auquel il dut prêter serment de fidélité. Au cours du dix-neuvième siècle, depuis que le centre religieux arménien tomba au pouvoir de la Russie, le gouvernement du tsar n'épargna aucun effort pour faire parvenir au siège pontifical des prélats bien disposés envers la Russie. Pour gagner la sympathie des Arméniens, pour préparer la domination russe dans l'Armée turque, il était utile d'avoir le concours du catholicos d'Etchmiadzine, il était nécessaire d'augmenter son prestige au dehors tout en l'asservant au dedans par tous les moyens tour à tour violents et doux dont disposait le tsarisme. Les efforts de Constantinople en sens contraire furent en vain. La Porte essaya plus d'une fois d'assurer la primauté des catholicosats de *Cis* et d'*Aghtamar*, surtout celui de la première de ces villes, que sa position géographique (en Cilicie) mettait à l'abri de l'influence moscovite. Elle espérait ainsi affaiblir le prestige d'Etchmiadzine et élever un mur entre les Arméniens de Turquie et le siège pontifical de l'Ararat. (1) Jusqu'à la guerre actuelle qui permit à la Porte de décréter la scission complète du patriarcat de Koum-Kapou et du catholicosats d'Etchmiadzine, l'influence de ce dernier resta entière: tous les évêques arméniens-grégoriens de Turquie durent s'adresser au catholicos d'Etchmiadzine pour recevoir leur sacrement. On conçoit ce que cela signifie en matière d'influence politique dans des contrées où la vie politique est encore étroitement liée à la vie religieuse. Les relations intimes du catholicosats d'Etchmiadzine avec le tsarisme, le pouvoir suprême exercé par celui-là sur l'épiscopat arménien de Turquie permirent à la Russie de placer à la tête des Arméniens ottomans des prélats dévoués à la cause russe, autant d'agents du tsarisme, obligés de prêter serment de fidélité «au tsar du pays arménien» avant d'être sacrés évêques par le catholicos.(2)

1) Aknouni, l. c. - p. 121.

2) Au mois d'août 1916 fut décrété le nouveau statut organique du patriarcat arménien, interdisant tout rapport de l'Eglise arménienne de Turquie avec le catholicosats d'Etchmiadzine. Les catholicosats de *Cis* et d'*Aghtamar* furent réunis aux patriarcats de Constantinople et de Jérusalem. Le catholicos de la ville sainte, dont le siège est le couvent de Saint Jacob Marjacob, fut chargé de toute la juridiction concernant les Arméniens ottomans. Le statut de 1916 prévoit un nouveau règlement pour l'élection du patriarche et des conseils ecclésiastiques, ainsi que la réorganisation des Conseils administratifs du patriarcat et des évêchés.

Celui-ci ne pouvait se mettre en rapport avec les Arméniens habitant l'Europe que par l'entremise du ministre russe des affaires étrangères. Tous les documents, correspondances et bulles qui furent distribués en Europe d'une manière détournée, sans la participation du dit ministre, ont été considérés comme une preuve de menées anti-gouvernementales.<sup>(1)</sup> Jusqu'en 1885 l'élection du catholicos se fit dans des conditions qui permirent à l'élu de garder un minimum d'esprit indépendant. Nersès Varjapétian, élu en 1884, qui en sa qualité de patriarche de Constantinople avait participé à la rédaction de l'article 61 du Congrès de Berlin, posait encore des conditions au gouvernement russe avant d'accepter l'épiscopat. On repoussa ses propositions et l'année suivante la Russie fit procéder à une nouvelle élection sur laquelle le gouvernement exerça une pression en faisant triompher son candidat, instrument docile du tsarisme. La sanction du tsar étant nécessaire à la nomination du catholicos, la liberté de l'élection était anéantie par le seul fait que le candidat qui tenait à recevoir la sanction impériale était forcé de s'engager à pratiquer la politique tsarienne, engagement sans lequel le catholicos n'avait aucune chance de se faire admettre à Pétersbourg. Le patriarche de Constantinople, qui reçoit l'investiture du sultan, est autrement libre au point de vue politique, puisque jusqu'à ces derniers temps il pouvait participer à toutes les actions dirigées contre l'autorité de la Sublime Porte. Le catholicos ne pouvait même nommer les évêques qu'il préférait ou les membres du synode; même son droit d'ordonner prêtre qui lui plaît fut restreint, sans parler des espions placés autour de lui par le gouvernement russe.<sup>(2)</sup> Lorsqu'il s'agit de se servir de l'autorité du catholicos pour réduire le peuple arménien au silence, le gouvernement tsarien le soutint, tandis qu'en Turquie c'est grâce au concours actif de la Porte que les institutions ecclésiastiques des Arméniens purent être démocratisées de bonne heure.<sup>(3)</sup>

Le catholicos ainsi domestiqué par le gouvernement tsarien se révéla comme un instrument très utile à la veille de la guerre, lorsqu'il s'agit de mobiliser l'opinion publique eu-

1) Aknouni, l. c. - p. 122. 2) Aknouni, l. c. - p. 127. 3) Dadian, l. c.

ropéenne en faveur d'une intervention russe dans la question arménienne. C'est lui qui fut mis en avant comme le chef suprême de toute la nation implorant le secours du tsar pour son troupeau persécuté. Il fut mandé à Pétersbourg à la veille de la guerre balkanique, au cours de l'été 1912, lorsqu'on jugea le moment venu de soulever devant l'Europe la question d'Asie-Mineure, en même temps que tous les autres problèmes se rattachant à l'héritage ottoman. Peu après la mission Daneff à Livadia où le tsar approuva les conventions balkaniques dirigées contre la Turquie d'Europe, le catholicos apparut en audience solennelle chez Nicolas II pour recevoir, en même temps que la plus haute décoration russe, les instructions définitives du tsar en vue d'une grande action russo-arménienne conçue comme la contre-partie de l'action balkanique, dans le but franchement avoué de liquider, au profit du panslavisme, toute la question d'Orient. (1)

### III.

Avant d'étudier dans le détail la mise en scène de cette grande action russo-arménienne, véritable modèle de diplomatie souterraine, qui fut magistralement préparée et exécutée soit dans ses parties avouées soit dans celles que la diplomatie n'avouera jamais, il faut consacrer quelques pages aux aspects sociaux des rapports turco-arméniens.

Indépendamment de ses répercussions diplomatiques, le problème turco-arménien est une question sociale et agraire par excellence. Dans une contrée négligée par plusieurs siècles de mauvaise politique économique, habitée par un mélange de races demi-civilisées ou primitives, il s'agit de créer une vie nouvelle pouvant servir de cadre aux éléments divers qui s'entrecroisent et s'entredéchirent depuis que la migration des peuples déversa en Asie-Mineure les efflorescences de toutes les races et de toutes les religions. Là où l'Asie et l'Europe se rencontrent sans se pénétrer, sans même se comprendre, la tâche d'un État moderne serait de faire cohabiter dans l'ordre tous ces éléments disparates, de

1) René Pinon, dans le Bulletin du Comité de l'Asie française, 1913. - P. 294.

les réunir en un faisceau et de tirer du sol, dont la richesse fut jadis légendaire, toutes les valeurs matérielles et morales qui y sommeillent. Au lieu de résoudre cette tâche, la conquête ottomane s'est simplement superposée à un état de choses existant déjà au moment de son avènement, se contentant de tirer le plus de bénéfice possible des races soumises, en échange duquel elle laissa à ces dernières leurs institutions et leurs libertés. Tout en devenant la race seigneuriale, les Turcs eurent assez de bon sens pour se garder de mettre obstacle au développement intérieur de ces races qu'ils avaient héritées de l'empire byzantin et qui se soumirent assez facilement aux nouveaux maîtres. Les accords intervenus entre les conquérants et les populations soumises portèrent, il est vrai, la marque de l'inégalité politique, mais le mépris que les musulmans affichèrent pour le chrétien n'empêcha nullement ce dernier de jouer son rôle économique et social dans le cadre de l'empire. Ce mépris purement religieux devint plutôt une source de faiblesse pour les Turcs qui finirent par s'apercevoir que le monde avait avancé autour d'eux pendant qu'ils s'endormaient sur leurs lauriers. Lorsqu'ils se réveillèrent, il était trop tard. Les chrétiens d'Orient étaient déjà trop rapprochés de l'Europe, celle-ci trop imbuë de préjugés à l'égard de l'Islam et trop intéressée à pêcher dans l'eau trouble de la question d'Orient pour permettre aux Turcs de rattraper le temps perdu.

La politique des tsars et à sa remorque toute la politique européenne ont pris comme devise à travers tout le dix-neuvième siècle de «conserver» la faiblesse ottomane comme un précieux gage des profits futurs, tout en feignant de prendre un vif intérêt aux réformes qui devaient transformer la Turquie en un Etat moderne. Tous les documents tirés des archives diplomatiques russes, depuis la fameuse lettre du comte Kotchoubey à Alexandre I<sup>er</sup> (1802), depuis le protocole du comité secret tenu le 4 septembre 1829 sous la présidence de Nicolas I<sup>er</sup> et fixant les principes immuables de la politique tsarienne vis-à-vis des efforts de consolidation ottomane, jusqu'à la thèse du prince Grégoire Troubetzkoï parue au lendemain de la révolution de 1908, tous concordent sur ce point qu'une Turquie réformée demeure

inacceptable pour le tsarisme qui ne peut tolérer au Bosphore que des voisins faibles. (1)

En face de tels desseins quelle pouvait être l'attitude de la Turquie pour échapper à cette condamnation à mort suspendue sur sa tête, si sérieuse que fût sa volonté de régénération ? Elle fit appel à l'Europe occidentale où elle possédait des amis, elle réussit deux fois, grâce à son appui, à se dégager de l'étreinte mortelle du panslavisme (1856, 1878), mais à l'instant même où le mouvement réformateur prit son plus grand élan sous la direction de Midhat Pacha, un malheur horrible voulut que le régime hamidien coupât net à tous les espoirs de relèvement. Ce fiasco définitif du *tanzimat* détermina pour longtemps le jugement européen à l'égard de la Turquie, jugement qu'aggravèrent les procédés monstrueux du régime qui allait suivre et détruire dans l'empire ce qui restait encore de bon des anciens temps.

Lorsque la révolution jeune-turque prit en main l'héritage hamidien, celui-ci était déjà grevé de tous les maux politiques et sociaux dont le pays souffre encore et qui finirent par produire une désaffection générale chez ses éléments les moins enclins au séparatisme. Parmi ces maux, le plus terrible, le plus funeste pour l'avenir du pays n'était pas l'imbroglio macédonien dont sortit la révolution, car l'opération chirurgicale qui trancha cette question n'a nullement atteint le nerf vital des Turcs concentrés en Asie-Mineure. Le problème turco-arménien se présentait sous un jour autrement dangereux. Aussi longtemps que l'Asie-Mineure reste en bloc dans les mains turques, il y a un avenir ottoman, en dépit de tous les malheurs qui pourront encore frapper les périphéries de l'immense empire. Le jour cependant où ce bloc est sérieusement entamé du côté arménien, c'en est fait de l'espoir d'une régénération ottomane, car celle-ci manquerait d'une base géographique suffisamment large et assez riche pour porter l'édifice d'un Etat moderne.

Pour frapper à mort la Turquie que l'on crut agonisante lors de sa défaite balkanique, rien ne semblait plus opportun que l'ouverture de cette question arménienne à laquelle

1) Serge Goriaïnow: *Le Bosphore et les Dardanelles*, Paris 1910. — Grégoire Troubetzkoï: *Russland als Grossmacht*, Leipzig, 1910.

l'intérêt de l'Europe était acquis depuis les massacres hamidiens, et qui permit au tsarisme, complice du hamidisme en 1895, de se poser devant l'opinion mondiale en protecteur du peuple qu'il avait contribué à faire égorger vingt ans auparavant. Diverses circonstances facilitèrent ce jeu « diplomatique » dont nous parlerons plus loin : en premier lieu les relations arméno-kurdes, ensuite la désunion survenue depuis 1908 entre le nouveau régime turc et les révolutionnaires arméniens, désunion que les agents du tsarisme surent mettre à profit, s'il ne l'ont pas créée.

\* \* \*

Le problème kurde est une des questions les plus ignorées, bien que tous les récits de massacres arméniens se rapportent à cette race primitive qui n'a jamais pu dépasser l'organisation en tribus et qui se trouve encore à l'état où Xénophon l'a vue quatre siècles avant Jésus-Christ. Pourtant c'est là un des phénomènes sociologiques les plus intéressants à étudier dans le laboratoire de races que forme l'Asie-Mineure. Si la diplomatie crut nécessaire d'adopter le nom d'Arménie pour les six vilayets dont le sort l'a préoccupée jusqu'à la veille de la guerre, on ne saurait dire qu'au point de vue ethnique cette expression soit exacte. Dans cette soi-disant Arménie l'élément kurde constitue la majorité, au témoignage des statistiques que le gouvernement français avait adoptées dans son *Livre jaune* sur les affaires arméniennes (1893-1897). D'après cette publication basée sur les données du patriarcat arménien (toujours contestées par la Porte), la proportion de la population arménienne dans les six vilayets dits arméniens de l'Asie-Mineure serait la suivante :

Sivas . . . . .	17 %
Erzeroum . . . . .	30 %
Bitlis . . . . .	33 %
Kharpout . . . . .	12 %
Diarbékir . . . . .	17 %
Van . . . . .	19 %

Dans les vilayets de Van et de Bitlis, où la tension kurdo-arménienne existe à l'état le plus aigu, la population se décompose de la façon suivante :

<i>Van</i>		<i>Bitlis</i>	
Kurdes . . . . .	46 %	Kurdes . . . . .	56 3/4 %
Arméniens . . . . .	27 1/2 %	Arméniens . . . . .	37 1/4 %
Nestoriens . . . . .	16 %	Divers . . . . .	5 1/2 %
Divers . . . . .	10 1/2 %		

Voici comment ont été tracées les régions qu'habitent les Kurdes par un Français, M. Zarzecki, qui fut longtemps consul de France à Van et qui a résumé ses expériences dans une étude très intéressante publiée par la *Revue de Paris* le 15 avril 1914:

« Pas plus que l'Arménie, le Kurdistan ne correspond aujourd'hui à une division politique précise. C'est une expression géographique qui désigne le pays habité principalement par des Kurdes. Cette vaste région est limitée approximativement: au Nord par une ligne partant d'Erzindjian, passant par Erzeroum et longeant la frontière russe jusqu'au mont Ararat...; à l'Est par une ligne partant du mont Ararat, longeant la partie est du lac d'Ourmiah et descendant jusqu'à Kermanschah, en Perse; au Sud et à l'Ouest par une ligne partant de cette ville, traversant Kéfri, montant vers Mossoul, Diarbékir, Kharpout et aboutissant à Erzindjian. Dans ces limites est également comprise, comme on voit, une bonne partie de ce que l'on appelle l'Arménie. Ainsi donc, le Kurdistan et l'Arménie se confondent presque, se superposent dans certaines parties et l'on serait bien embarrassé de dire où finit le pays des Arméniens et où commence celui des Kurdes. »

Des deux principaux éléments ethniques qui habitent cette région géographique, le plus nombreux est le peuple kurde. Quant au nombre des habitants kurdes, l'ancien consul de France à Van le précise dans les termes suivants:

« Les données sur leur nombre varient du simple au double. Si l'on prend la moyenne des différents chiffres, on arrive, à peu près, au nombre total de 3 millions de Kurdes, dont 2 millions en Turquie, 700.000 en Perse et 300.000 en Russie. Néanmoins, si l'on a tant soit peu voyagé en Kurdistan et qu'on considère l'étendue des territoires occupés par les Kurdes, on est porté à croire que les chiffres ci-dessus sont inférieurs à la réalité. »

Les Arméniens, d'après l'ex-consul de France à Van, sont, dans l'ensemble, en nombre à peu près égal aux Kurdes, mais ils sont beaucoup plus dispersés et ne forment qu'une minorité dans les six vilayets:

« On peut estimer à environ 3 millions le nombre des Arméniens répandus sur le globe, dont environ 1.300.000 en Turquie, 1.100.000 en Russie, 100.000 en Perse, et le reste, soit à peu près un demi-million, disséminé en Amérique, en Egypte, en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie, etc. *Nulle part, en Asie-Mineure, les Arméniens ne vivent en corps de nationalité compacte.* C'est ce qui fait leur faiblesse politique et aussi, il est vrai, leur prospérité commerciale, et rend utopique le rêve de quelques-uns d'entre eux, très peu nombreux

d'ailleurs, de reconstituer un royaume d'Arménie que l'on serait, le cas échéant, fort embarrassé de savoir où placer.» (1)

Notre auteur affirme que l'on ne saurait considérer les Kurdes comme des intrus en Arménie. Ses études sur l'origine des deux peuples le portent à croire que leur habitat a été commun depuis les temps les plus anciens et qu'il y a eu une parenté étroite entre les Kurdes et une partie au moins des éléments dont dérive le peuple arménien. Celui-ci serait un mélange de tribus aryennes venues du plateau de Pamir et de peuplades sémites remontées de la Mésopotamie. Il est probable qu'il y a parenté très proche, sinon même identité entre la race kurde et l'élément aryen qui entra dans la composition du peuple arménien. Les langues sont proches, et les linguistes placent l'idiome des Kurdes dans le «groupe arménien» des langues aryennes. M. Zarzecki va même jusqu'à formuler l'hypothèse que les Kurdes auraient formé au début un seul groupement ethnique avec les Arméniens: ils seraient des frères pauvres de ceux-ci, les tribus qui, habitant les régions montagneuses, n'ont pas évolué. Ils conserveraient les mœurs de nomades et de pillards, tandis que les Arméniens s'étaient policés, créant des royaumes de courte durée, il est vrai, et qui furent asservis tour à tour aux Assyriens, aux Mèdes, aux Perses, aux Grecs Seleucides de Syrie, aux Arabes, aux Byzantins, aux Mongols, et enfin aux Turcs, mais qui facilitèrent quand même le développement d'une culture nationale. Les Kurdes, à cause de leur émiettement complet, n'ont jamais pu jouer un rôle dans l'histoire. Ils se convertirent facilement à l'Islam, ce en quoi ils furent d'ailleurs suivis par beaucoup de montagnards arméniens.

Ce qui frappe l'historien consciencieux qu'est M. Zarzecki, c'est que l'antagonisme kurdo-arménien ne commence à se

1) Les statistiques les plus favorables à l'élément arménien reconnaissent que nulle part les Arméniens ne constituent une majorité compacte. «En Arménie, écrit Robert de Caix, dans le Bulletin du Comité de l'Asie française (1913, p. 11), si l'on rencontre ça et là des villages arméniens ou, dans les villes, des quartiers entièrement peuplés d'Arméniens, ...il est plus difficile de trouver des contrées entières où les Arméniens soient en majorité incontestable». — Pour les détails voyez Marcel Liart: La question arménienne à la lumière des documents (Paris, 1913) dont les annexes réunissent tous les tableaux relatifs au nombre, au commerce et à l'enseignement des Arméniens de Turquie. Il en résulte que, la question de la sécurité publique mise à part, les Arméniens purent largement développer leur culture nationale, puisque, en 1902, ils possédaient 803 écoles avec 2066 professeurs, 59,513 élèves garçons et 21,718 filles. Que leur commerce a toujours prospéré, personne ne l'ignore.

manifester que sous le règne d'Abdul Hamid qui excita la population islamisée contre les chrétiens. Jusque-là, il semble bien qu'il n'y ait jamais eu d'antagonisme entre les deux nationalités, bien qu'elles paraissent avoir vécu côte à côte depuis un temps immémorial. Ce serait là une preuve de la création artificielle du conflit où l'intervention étrangère entre pour beaucoup.

Quant à ce conflit, il découle d'une question sociale et agraire qui revêt un aspect spécial depuis que l'Europe se mêle de ces querelles de races. D'abord, ce n'est pas toute la nation kurde qui maltraite les Arméniens, mais seulement une aristocratie qui exploite les paysans sans distinction de religion. Parmi ceux-ci il y a bon nombre de Kurdes pacifiques qui souffrent autant que les paysans arméniens des chefs de tribus kurdes, véritables seigneurs féodaux. Méprisant le travail des champs, ces chefs font cultiver leurs terres par des paysans arméniens ou kurdes moyennant une légère rétribution en nature. M. Zarzecki, ancien consul de France à Van, donc observateur bien placé pour se former un jugement, nous dit que cette aristocratie kurde traitait assez bien ses paysans qu'elle ménageait et défendait souvent comme des collaborateurs nécessaires, bien que serfs. Les rapports entre les Kurdes et les cultivateurs arméniens étaient précisément ceux de seigneurs à serfs: les Arméniens travaillaient, les Kurdes les protégeaient souvent les uns contre les autres, lorsque les Arméniens d'une région avaient été molestés par des Kurdes en migration.

«Habités à cet état de choses, écrit Zarzecki, depuis des siècles, les Arméniens ne s'imaginaient pas qu'il pût en être autrement et ne se plaignaient pas de leur sort. Matériellement, ils n'étaient d'ailleurs pas très malheureux: après avoir payé à leur «*agha*» kurde certaines redevances, il leur restait généralement assez pour vivre. Vers la fin de cette première période, lorsque le pouvoir du gouvernement s'affermir au détriment de celui des chefs kurdes, par suite notamment de l'expédition à Van, d'Osman Pacha, les exigences des Kurdes vis-à-vis des Arméniens devinrent moins dures... A la faveur de ce nouvel état de choses, rendu encore plus favorable aux Arméniens par la promulgation du tanzimat, beaucoup plus d'Arméniens s'enrichirent, acquirent de vastes champs dont beaucoup étaient même cultivés par de pauvres Kurdes rayas.»

Ce fut le régime hamidien qui vint tout bouleverser, substituant la haine permanente et les massacres à une situation

en somme tolérable, si nous tenons compte du degré primitif de civilisation de ces régions. Laissons encore la parole à l'ex-consul de France à Van :

« Lorsque le sultan, pressé par les puissances d'introduire en Arménie les réformes promises par le traité de Berlin, voulut étouffer la question arménienne..., il trouva des auxiliaires zélés dans les Kurdes. Mécontents eux-mêmes du relèvement lent mais progressif des Arméniens, agacés par leurs tentatives révolutionnaires, les Kurdes saisirent avec joie l'autorisation... de réprimer le mouvement naissant des Arméniens en les terrorisant. Et lorsque Abdul Hamid, lors de la création des régiments hamidiés, donna carte blanche aux « achirets » (tribus) kurdes d'agir vis-à-vis des Arméniens comme bon leur semblerait, l'instinct de brigandage et de pillage des Kurdes se donna libre cours... Abdul Hamid était ainsi arrivé à ses fins en créant entre les populations arménienne et kurde, qui avaient jadis vécu pendant des siècles en assez bonne intelligence, un courant permanent de méfiance, d'antagonisme, de haine, qui ne devait que s'accroître par la suite et dont les effets désastreux se constatent depuis des années et sont une des causes de l'état troublé actuel du pays. »

L'auteur ne voit qu'une solution : le contrôle européen qui lui parut indispensable à la veille de la guerre pour que le pays échappât à l'occupation russe dont il voyait le danger. D'après lui, la plupart des Arméniens et des Kurdes préférèrent encore rester sous la domination turque, plutôt que de passer sous celle de la Russie, les uns par esprit national, les autres par esprit religieux. D'autre part, les antagonismes combinés avec l'enchevêtrement complet des deux éléments ne permettent de songer ni à une autonomie kurdo-arménienne, ni à l'octroi d'autonomies séparées aux Kurdes et aux Arméniens. M. Zarzecki trouve qu'il serait suffisant d'abolir les privilèges des *achirets* (tribus) en commençant par la suppression de la cavalerie hamidié et de remplacer cette organisation dangereuse par l'incorporation des Kurdes dans l'armée régulière. « Puis il serait nécessaire de mettre fin à la question des terrains dont la propriété est contestée en chargeant une commission d'hommes actifs et intègres de parcourir le pays, d'examiner chaque cas séparément et de lui donner une solution conforme au droit et à la justice. »

Cette question des terres est la plus essentielle entre toutes celles que la réforme sociale devrait résoudre dans ce pays : il s'agit d'affranchir les paysans aussi bien kurdes qu'arméniens, de diviser, entre les paysans qui les cultivent

depuis longtemps, les terrains dont jusqu'ici ils sont obligés de partager les produits avec les chefs de tribu kurdes. Toute la question kurdo-arménienne se réduit ainsi à un problème agraire dans une contrée dont les populations sont restées à l'état rudimentaire des sociétés primitives. On a toujours dit que la Turquie constituait le principal obstacle à la cessation de cet état de choses, et que le contrôle européen ou l'occupation russe en seraient le remède le plus efficace. C'est là un de ces lieux communs qui servent à masquer les difficultés. Ceux qui possèdent la moindre notion sociologique savent qu'une société primitive ne se transforme pas d'un jour à l'autre selon les principes de l'économie moderne, et qu'il ne suffit pas qu'un pays change de maître, surtout si le nouveau maître est aussi altruiste que fut le tsarisme, pour extirper d'un coup de balai tous les maux soigneusement entretenus par les intéressés. Si l'Europe avait sérieusement voulu les réformes, au lieu de s'en servir pour intriguer en Orient, elle aurait pu faire aboutir le mouvement réformateur en Turquie *par sa simple abstention*. C'est une règle générale en matière politique que les réformes imposées du *dehors*, sans une connaissance approfondie du pays en question, créent toujours des troubles sans aboutir à un résultat pratique; il n'y a que les réformes imposées du *dedans*, par des gens possédant une connaissance intime des faits quotidiens, qui laissent leur empreinte durable sur la vie. Par une coïncidence singulière, les principaux obstacles auxquels se heurtèrent les réformes furent avec les privilégiés kurdes les chefs des organisations révolutionnaires arméniennes. Ces bénéficiaires du désordre craignent l'instauration d'un régime d'ordre et de concorde pour des motifs purement personnels, motifs que l'ex-consul de France à Van apprécie dans les termes que voici :

« L'application d'un plan de réformes, écrit M. Zarzecki, se heurtera à deux grands obstacles: les beys kurdes et les chefs des organisations révolutionnaires arméniennes... En effet, par l'application consciencieuse des réformes, le système féodal serait petit à petit aboli et les beys et aghas kurdes ne pourraient plus opprimer et exploiter les malheureux paysans vivant sous leur coupe. D'autre part, ces mêmes réformes, en assurant à la population arménienne la sécurité et la justice, enlèveraient aux chefs révolutionnaires

arméniens tout prétexte d'intervention; ils perdraient ainsi leur influence auprès d'elle et ne pourraient plus lui vendre des armes au double de leur valeur ni lui extorquer de l'argent à tout propos et sous mille prétextes. Or, comme les chefs révolutionnaires de cette contrée sont pour la plupart des aventuriers, originaires généralement du Caucase, incapables de vivre en dehors d'une agitation qui leur est profitable, ils mettront tout en œuvre, aussi bien que les beys et aghas kurdes, pour faire avorter les réformes. » (1)

Il importe de dire ici un mot de ces organisations révolutionnaires arméniennes. C'est en grande partie à leur agitation désordonnée que sont dus les massacres récents. Trois grands partis politiques se disputent les faveurs du peuple arménien : *Dachnakzoutioun*, *Hentchakzoutioun* et *Ramgawar-Sahmanatir* qui s'arrachent mutuellement leurs partisans par les méthodes les plus violentes. Les *dachnakistes* disposaient jusqu'à la guerre de l'organisation la plus influente: leur penchant vers un socialisme athée, que ces demi-civilisés n'ont pas bien digéré, ne les a pas empêchés de se jeter dans les bras du tsarisme lorsque les préparatifs de l'action russo-arménienne leur permirent de «jouer un rôle». Sous prétexte d'avoir été déçus par la révolution de 1908 à laquelle ils prirent part en vertu d'un accord conclu à Paris en décembre 1907 avec les Jeunes-Turcs, impatientes de ne pas voir se réaliser leurs rêves, ils se tournèrent vers la Russie qui les accueillit comme des instruments de destruction dans la poursuite de sa politique de conquête. Grâce à quelques meneurs égarés, comme Pastermadjian, le tsarisme mit ainsi la main sur l'extrême-gauche arménienne de même qu'il réussit à domestiquer l'Eglise arménienne-grégorienne grâce aux complaisances du cathoïcos d'Etchmiadzine.

Que le peuple des «agneaux arméniens» opposés aux hordes de «loups kurdes» ait trouvé une compassion extraordinaire dans la chrétienté, cela fait sans doute honneur aux sentiments humanitaires de l'Europe et de l'Amérique, pourtant désabusées par le spectacle plus proche d'atrocités «civilisées». Qu'est-ce que les tueries kurdes en comparaison avec celles dont l'Europe est le théâtre depuis trois ans ?

1) Sur les relations kurdo-arméniennes il existe une source bien curieuse dans le rapport du général russe Mayewski, imprimé par l'Imprimerie militaire de Pétersbourg sous le titre: «Statistique des Provinces de Van et de Bitlis», rapport destiné à l'Etat-major russe et qui contient un jugement très sévère sur les révolutionnaires arméniens. Ce rapport fut traduit en français et publié à Constantinople parallèlement avec l'original russe.

Le nombre des Arméniens égorgés depuis 40 ans est peut-être inférieur au nombre des jeunes gens européens fauchés en 40 jours par une seule «grande offensive». L'argument qu'en Europe il s'agit d'un état exceptionnel de guerre, n'est pas probant, puisque les Kurdes pourraient faire valoir que leur pays n'est même pas encore sorti de l'état de guerre social qui fut à l'origine de toutes les sociétés. Les tribus kurdes qui pillent et tuent n'ont pas de prétentions civilisatrices: elles le font par habitude ou par rancune dans l'unique but de se faire une vie à elles. Pour les déshabituer de ces pratiques peu louables, il ne suffit pas de leur prêcher la morale européenne: il faudrait leur enseigner les avantages de la vie sédentaire et agricole, les coloniser par la distribution de terres incultes mais fertiles pour qu'ils prennent goût à la vie pacifique. C'est là une tâche qui ne saurait être résolue que par un gouvernement musulman indépendant, puisque les Kurdes font partie de l'Islam: les interventions étrangères ne font qu'exacerber le mal, toutes les expériences en témoignent.

Ce qui est étonnant, c'est que les hommes d'Etat amenés par leur charge à s'occuper de la question arménienne se contentent presque toujours des lieux communs débités par la presse, au lieu de se donner la peine d'étudier un peu le problème à la solution duquel ils prétendent participer. Dans la plupart des recueils parus sur les Arméniens avant et pendant la guerre, il n'y a pas la moindre trace des véritables données du problème; si l'on se reporte à un document aussi important que le Livre Bleu anglais sur les affaires arméniennes, <sup>(1)</sup> rédigé par un savant et un diplomate aussi éminent que Lord Bryce, on est frappé par l'absence de toute tentative de pénétrer jusqu'au cœur du problème. Les récits et les témoignages sur les massacres n'épuisent pas la question: ces massacres ne sont que les symptômes (et les conséquences) d'un mal profond qui ne s'explique pas par l'acte d'accusation que Lord Bryce a dressé contre les Turcs, ces Turcs à mille faces que d'autres Anglais continuent à décrire dans le *Times* comme des

1) «The Treatment of Armenians in the Ottoman Empire 1915-1916» (684 p.).

«gentleman», et cela d'après leurs expériences de guerre! (1) Pourtant, ce ne sont pas les Anglais qui manquent d'orientalistes éminents capables d'éclairer le Foreign Office sur les véritables aspects des problèmes que celui-ci prétend vouloir résoudre au mieux de l'humanité. Parmi ces orientalistes spécialement versés dans les affaires d'Asie-Mineure, un des plus distingués, Sir Mark Sykes, siège dans la Chambre des Communes et n'a jamais cessé d'étudier ces questions de haute importance pour l'influence asiatique de la Grande-Bretagne. Son livre, paru en 1915, sur l'héritage du Califat (2) contient des témoignages qui corroborent entièrement les observations de M. Zarzecki, ex-consul de France à Van, dont nous venons de citer l'étude.

Sir Mark Sykes mérite d'autant plus d'attention, lorsqu'il parle du problème kurdo-arménien, qu'il ne ménage nullement le nouveau régime ottoman, dont il se déclare l'adversaire impitoyable, tout en faisant un effort de haute objectivité vis-à-vis du peuple turc. Il montre le caractère intraitable des races qui habitent l'Asie-Mineure et donne l'aperçu suivant du caractère des révolutionnaires arméniens:

« En commun avec bien d'autres chrétiens de Turquie, les Arméniens des villes ont une opinion exagérée de leurs propres capacités; mais, en ce qui les concerne, cette opinion s'allie à un esprit peu réfléchi, qui les pousse à accomplir les crimes politiques les plus désespérés... Ils attirent ainsi la ruine sur eux-mêmes et sur leurs prochains... Ils compromettent la cause nationale pour le plaisir d'assouvir quelque petite rancune personnelle... Subitement ils perdent tout espoir au moment où leurs projets vont réussir et ils trahissent l'individu qui serait le plus capable de servir leurs intérêts... Il me paraît inévitable que les Arméniens restent toujours malheureux parce que la bonne moitié de leurs misères provient non pas du despotisme stupide, capricieux et nuisible qu'ils subissent, mais de leur propre conduite les uns envers les autres. Dans une famine à Van, les marchands arméniens de l'endroit ont tenté d'accaparer le blé. Les révolutionnaires préfèrent le pillage de leurs coreligionnaires à la guerre contre leurs ennemis. Les anarchistes arméniens de Constantinople ont jeté des bombes dans le but de provoquer un massacre de leurs compatriotes. Les villages arméniens se querellent entre eux; les sociétés nationalistes se liguent les unes contre les autres; les prêtres conivent au meurtre d'un évêque; l'église se fend en deux dans ses bases mêmes.»

«Quant aux procédés de ces révolutionnaires, on ne peut rien imaginer de plus diabolique. Ils consistent dans l'assassinat de musulmans en vue de

1) Voir le «Times» du 20 mars 1917, ainsi que les déclarations précédemment publiées du général Townshand, capturé à Kut-el-Amara par les Turcs.

2) Sir Mark Sykes: *The Caliph's Last Heritage*, London, Macmillan, 1915. Voir une analyse de cet ouvrage dans «La Revue Politique Internationale» (mai-juin 1916) par Marmaduke Pickthall.

faire punir des innocents, dans l'extorsion de sommes d'argent aux villageois qui viennent de payer les impôts gouvernementaux, dans le meurtre d'individus qui n'ont pas voulu accorder de subsides - et ce n'est qu'une partie des crimes dont les révolutionnaires sont accusés à la fois par les musulmans, les catholiques et les grégoriens. » (1)

Et Sir Mark Sykes, constatant au fur et à mesure de ses enquêtes en Asie-Mineure que la situation entre musulmans et chrétiens y devient de plus en plus intolérable, s'écrie: « Peut-être cinquante ans d'une éducation raisonnable pourraient-ils l'améliorer! Mais je ne vois pas comment cela finira. La déportation par force de l'une ou de l'autre partie est le seul remède que je puisse concevoir... Il faudrait enfermer sous clef les mollahs et les missionnaires avant d'entreprendre des réformes sérieuses.» Sir Mark Sykes convient d'ailleurs que la civilisation moderne mal comprise et hâtivement appliquée apporte dans ces pays primitifs plus de maux qu'elle n'en guérit. Ce qui leur manque surtout, c'est la sécurité et, pour l'obtenir, il est superflu de bouleverser la carte de l'Asie-Mineure: vue de près, toute la question se réduit à la création d'une bonne gendarmerie qui puisse maintenir l'ordre, punir les fauteurs du désordre sans distinction de race et de religion et à l'abri de laquelle la réforme sociale et agraire puisse s'accomplir sans troubles. (2)

#### IV

Dans ces troubles, qui dégénèrent périodiquement en massacres organisés, des fonctionnaires locaux oublieux de leurs devoirs ou simplement corrompus par les bénéficiaires du désordre, eurent sans doute leur triste rôle. C'est la plaie principale de la Turquie, aggravée par les monstrueuses méthodes du régime hamidien, qui s'est prolongé pendant 30 ans grâce à l'appui du tsarisme et de toute la diplomatie européenne, de ne pas posséder un personnel intègre à tous les étages de l'édifice impérial. Le nouveau régime ne put extirper le mal dans le laps de temps relativement court qu'il eut jusqu'ici à sa disposition, bien que la

1) Voir Sir Mark Sykes, *ouvr. cit.* (la traduction française d'après l'analyse de Marmaduke Pickthall, l. c., p. 302-303).

2) L'ouvrage de Sir Mark Sykes contient un tableau des tribus kurdes de l'empire ottoman (Appendix, pp. 553-588).

situation à ce point de vue se soit décidément améliorée depuis 1908. N'oubliez pas d'ailleurs que les grandes puissances étaient éminemment intéressées au maintien de la corruption dont elles profitèrent en premier lieu et que quelques-unes d'entre elles ne sont pas précisément qualifiées pour se poser en docteurs ès intégrité administrative... Mais il ne s'agit pas ici de procéder à une étude comparative de la corruption dans les différents Etats des Deux Mondes, ni de mettre en doute la responsabilité qui retombe sur l'ancien fonctionnarisme ottoman, véritable fléau du peuple turc aussi bien que de tous les autres éléments ethniques de cet empire. La démoralisation causée par tant d'années de despotisme a laissé sur la vie du pays une empreinte que dix ans de processus révolutionnaire n'ont pu entièrement effacer en raison des luttes incessantes qui se sont livrées pendant cette période pour la conservation même de l'Etat. La révolution intérieure fut constamment battue en brèche par les tentatives extérieures d'exécuter la condamnation à mort à laquelle, selon les médecins de la question d'Orient, la Turquie ne devait échapper à aucun prix. La révolution politique a pu s'accomplir tant bien que mal, mais la révolution sociale dont l'Islam a besoin dut être ajournée à des temps meilleurs, au moment où l'existence même de la dernière puissance musulmane indépendante ne serait plus en question.

C'est le tsarisme qui avait, plus que toutes les autres puissances, un intérêt capital à mettre des bâtons dans les roues de la révolution turque. Pour lui, le rajeunissement de la dernière puissance islamique, la consolidation de l'empire ottoman, était en principe inacceptable et ce n'est pas sans déplaisir qu'il vit toute l'opinion occidentale saluer dans la Jeune Turquie l'œuvre d'un esprit démocratique susceptible de régénérer l'Orient. Certes, les fautes bien graves que ces révolutionnaires inexpérimentés commirent pendant les premières années du nouveau régime, furent pour beaucoup dans la volte-face de l'Europe à leur égard, mais la *sincérité* de leurs efforts demeure hors de doute, au témoignage de ceux mêmes qui les critiquèrent le plus. (1) L'empresse-

1) Voir l'étude de M. André Mandelstam sur le nouveau régime turc dans la revue russe «Roussyia Mysl», Moscou, 1916.

ment toutefois avec lequel le tsarisme, et à sa remorque toute la diplomatie européenne, profitèrent de ces fautes inhérentes à toute œuvre révolutionnaire pour reprendre leur politique de destruction contre la Nouvelle Turquie, sans lui laisser le temps matériel de résoudre les lourds problèmes qui grevaient l'héritage hamidien, cet empressement à discréditer les Jeunes Turcs devant l'opinion publique, pourtant pleine de patience vis-à-vis de la tyrannie hamidienne, prouve combien fut peu sincère l'accueil fait par les *gouvernements* aux événements de 1908. Les *peuples* européens sentirent confusément qu'il s'agissait là d'une dernière tentative de les sauver de l'incendie général qui couvait dans la question d'Orient, de les sauver par le moyen le plus efficace: le relèvement du peuple turc prêt à se joindre, après tant de siècles d'isolement, aux autres nations dans la lutte pour le progrès. C'est ce qui explique la popularité générale de la révolution de 1908, dont les dirigeants trouvèrent le meilleur accueil partout où ils passèrent en Europe. Cependant, les agents du tsarisme veillaient: pour leur métier, la lumière qui apparaissait en Orient n'était pas de bon augure, car ils craignaient d'une part la contagion de la révolution parmi les musulmans du Caucase, d'autre part les effets moraux du relèvement turc parmi les chrétiens d'Orient. Les bras toujours tendus vers Constantinople, le tsarisme avait besoin d'un incendie pour y rôtir ses marrons. Grâce à la complicité aveugle de la diplomatie européenne, il réussit à l'allumer.

Le but final du tsarisme était net: il s'agissait pour lui de «reprendre avec les Arméniens la politique qui n'avait pas réussi avec les Bulgares», de se rapprocher un jour du Bosphore en faisant le tour par la côte septentrionale de la Mer Noire, puisque la Bulgarie devenue indépendante avait fermé aux Russes le chemin direct de Constantinople. <sup>(1)</sup> Les convoitises russes s'expliquent constamment par le même *leitmotif*: la recherche d'une issue vers la mer libre qui, dans la question arménienne, les attira vers le golfe d'Alexandrette. Il suffit d'un coup d'œil sur la carte pour com-

1) René Pinon, *La Turquie d'Asie et les provinces arméniennes* (Bulletin du Comité de l'Asie Française, 1913, p. 294).

prendre l'importance stratégique de l'Arménie turque : le haut plateau d'Erzeroum forme, par la configuration même du sol, la plus redoutable des places fortes, surtout dans les mains d'une puissance mondiale comme la Russie qui s'en servirait comme d'une porte ouverte sur le reste de l'Asie-Mineure et sur la Mésopotamie pour s'y tailler une situation dominante. Ce but, la Russie tsarienne l'avait toujours en vue depuis qu'elle s'était emparée de la Transcaucasie : c'est en pleine conscience de cet objectif qu'elle a domestiqué le catholicossat d'Etchmiadzine au dix-neuvième siècle et qu'elle a entretenu des intelligences avec Arméniens et Kurdes également « précieux » pour le maintien du désordre en Asie-Mineure. Si, durant plus d'un siècle, la politique britannique s'appliqua à faire échouer ces manœuvres, c'est qu'elle avait reconnu le danger qui en résulterait pour la route des Indes. En attendant le jour où cette opposition anglaise pourrait être brisée, il importait pour le tsarisme de ne pas laisser pacifier ces contrées agitées, afin de pouvoir apparaître au moment opportun comme le protecteur de la liberté des faibles, politique qui lui avait si bien réussi en Pologne au dix-huitième siècle. Sachant, avant l'accord anglo-russe de 1907, que ce moment n'était pas encore arrivé, il laissa longtemps libre cours à la politique arméno-phobe de ses gouverneurs à Tiflis, non pas pour le simple caprice d'un grand-duc ou d'un prince Galitzine, mais dans le dessein avoué par le prince Lobanoff-Rostowski de « débarrasser l'Arménie des Arméniens ». Lorsque, sur le terrain diplomatique, la constellation des alliances écarta le principal obstacle des visées russes, les Arméniens prirent, selon la formule de M. René Pinon, la place des Bulgares dans les calculs du tsar, devenu leur protecteur suprême contre la Turquie.

A partir de ce jour-là les agents russes intensifièrent en Asie-Mineure leur activité à double face. Il fallait d'une part créer le prétexte d'une prochaine intervention du tsar, d'autre part faire croire à l'opinion internationale qui s'intéressait au sort des Arméniens que ceux-ci *désiraient* sa protection. Pour avoir un prétexte, il suffisait d'attiser l'antagonisme kurdo-arménien. Les consulats russes dans les six

vilayets dits arméniens furent pourvus d'armes et de munitions qu'on distribua parmi les révolutionnaires, sans oublier les Kurdes prêts à marcher avec la Russie par rancune contre le nouveau régime turc qui avait essayé d'abolir leurs privilèges dans l'intérêt des Arméniens. Ce double jeu fut dûment constaté par les voyageurs anglais qui se rendirent dans l'Arménie turque au lendemain de la guerre balkanique pour y procéder à une enquête. C'est ainsi que M. Walter Guinness, membre de la Chambre des Communes, fit un séjour prolongé parmi les Arméniens et les Kurdes vers la fin de l'année 1913 et en exposa les résultats dans la *National Review*. (1) Après avoir constaté que dans les cinq années qui ont suivi la révolution turque les relations entre musulmans et chrétiens se sont considérablement améliorées, et «qu'il faut encore faire crédit à la Turquie», M. Walter Guinness s'inquiète (remarquez qu'il parle six mois avant la guerre) des «nombreuses indications d'une active propagande de la Russie». Ce qui le frappe, ce n'est pas l'intimité des consulats russes et des révolutionnaires arméniens, intimité qui lui était connue, mais plutôt les nouveaux rapports russo-kurdes :

« Plus remarquable encore est l'amour dont les Kurdes font preuve à l'égard de la Russie. Bien que les Turcs n'interviennent en aucune façon dans leurs affaires, et que l'obligation du service militaire ne leur soit que très imparfaitement imposée, les Kurdes haïssent les Turcs. Beaucoup d'entre eux sont armés de fusils russes, et dans la montagne je trouvai dans un village inaccessible un Russe habillé en Kurde, et vivant de la vie des Kurdes. On disait qu'il y avait vécu pendant plusieurs années, et qu'il avait quitté la Russie parce qu'il y avait eu des démêlés avec la police. Cela peut être vrai. Mais j'ai appris qu'il se rendait très fréquemment à la capitale du vilayet, et qu'il recevait de l'argent de son frère, officier de l'armée russe. Il est au moins remarquable qu'un tel homme est décidé de passer sa vie dans un village kurde particulièrement sale sans avoir quelque puissante raison de le faire. » (2)

Ce qui parut suspect dans ces agissements russes au député anglais, fut éclairci plus tard par des témoignages irrécusables. Au mois d'avril 1913, tandis qu'on parlait à nouveau de prochains massacres arméniens, que le gouvernement tsarien alarmait toute la presse européenne en invoquant les dépêches «inquiétantes» de ses consuls à Erze-

1) Walter Guinness: «Impressions of Armenia and Kurdistan» (*The National Review*, January, 1914).

2) Walter Guinness, l. c.

roum, à Van et dans d'autres localités de l'Arménie turque, le chef d'une mission religieuse française à Mossoul fit part à ses amis parisiens d'un fait curieux. Les chefs de plusieurs tribus kurdes se réunirent à cette date pour délibérer sur la question de savoir s'ils devaient «marcher» avec la Russie qui les incitait à créer des troubles en vue d'une intervention russe préparée à ce moment. Un certain Rezak, fils d'un pacha kurde, ancien favori d'Abdul Hamid, que les Jeunes-Turcs firent condamner à mort pour ses innombrables brigandages, mais qu'ils ne purent saisir, passa au service de la Russie et se mit à faire l'agent provocateur parmi les Kurdes. Entre Tiflis et les régions du lac d'Ourmiah, où les meneurs inféodés à la politique tsarienne étaient à l'abri de la justice turque, il y eut à ce moment un continuel va-et-vient en vue de préparer les troubles qui devaient déclancher l'intervention russe. Il est prouvé que Rezak et ses affiliés furent reçus par les autorités russes à Tiflis, on les vit s'afficher plus tard avec des cadeaux que leur avait donnés le gouverneur-général du Caucase, Vrontzoff-Dachkoff, et on constata les traces de leur funeste activité parmi les Kurdes. Ce furent les missionnaires français qui s'entremirent en 1913 pour empêcher les massacres escomptés par le gouvernement de Nicolas II dont les ambassadeurs étaient déjà en train de «travailler» les cabinets européens, pour obtenir que l'on confiât au tsar la protection des chrétiens d'Asie-Mineure.

En effet, rien ne pouvait mieux servir les visées du tsarisme en Asie-Mineure qu'une nouvelle série de massacres kurdo-arméniens grâce auxquels on pouvait alarmer l'Europe, enlever le dernier reste des sympathies que la Nouvelle Turquie possédait encore dans l'opinion publique anglaise et imposer l'intervention russe comme un bienfait pour la chrétienté. Le courant turcophile dans les milieux politiques de la Grande-Bretagne, renforcé par un courant analogue parmi les musulmans de l'Inde, venait précisément de donner naissance à un comité anglo-turc à Londres qui, sous la présidence de Lord Lamington, tint à réagir contre l'influence destructive du tsarisme en Orient. La guerre balkanique révéla une vive inquiétude parmi les

musulmans soumis à la Grande-Bretagne, et la « Moslim League » des Jeunes-Indiens s'agita beaucoup à cause de l'abandon de la Turquie par le Foreign Office aux moments les plus critiques. Les Anglais attachés aux traditions orientales de Lord Beaconsfield étaient encore assez nombreux et ne cessaient d'élever leurs voix dans la presse et au parlement. Lord Bryce (alors Mr. Bryce), participant à un débat sur l'Orient le 8 mars 1913 dans la Chambre des Communes, reconnut le danger d'une intervention russe :

« Certains indices montrent que les Arméniens ont fait sérieusement appel à une intervention russe... Supposez que les Arméniens aient à demander protection, nous opposerons-nous à la demande que présenterait la Russie de faire exécuter des réformes ? »

Dans cette formule prudente perçue déjà la crainte des désordres qui pourraient être suscités dans les six vilayets. Les consuls russes d'Erzeroum et de Van en annoncent périodiquement le danger et M. Sazonow, ministre des affaires étrangères du tsar, s'empresse de porter leurs prophéties à la connaissance des cabinets européens. On craint les conséquences de l'installation en Asie-Mineure des *mouhadjirs* (émigrés musulmans chassés de la Turquie d'Europe par la guerre balkanique) auxquels la Porte fait distribuer du travail. Pourtant, il fut reconnu au parlement britannique par Mr. Acland, sous-secrétaire d'État au Foreign Office, dans la même séance (8 mars 1913) que l'installation de ces malheureux réfugiés en Asie-Mineure ne présentait aucun danger pour les Arméniens. Répondant aux députés Bryce et O'Connor, Mr. Acland déclara :

« Nous avons un consul à Adana qui nous tient constamment au courant et je suis heureux de dire que les quelques centaines de réfugiés et de familles qui sont arrivés d'Europe dans cette partie d'Asie-Mineure, ont pu y être installés avec succès et que du travail a été trouvé pour eux, souvent parmi la population arménienne. Les bruits de difficultés ont été très exagérés et les Arméniens, jusqu'à présent, ont été complètement en sûreté et aucune difficulté n'a surgi. »

Dans le même discours Mr. Acland promet à la Chambre des Communes de veiller à ce que la question arménienne soit traitée par tous les cabinets réunis et qu'aucune puissance ne se livre à une *action isolée*. Le 30 mai de la même année, Sir Edward Grey fait discrètement allusion, dans son exposé général de la politique extérieure, à une « cause

d'anxiété » née de la possibilité des désordres et des massacres dans les provinces asiatiques de la Turquie, anxiété qui préoccupe les milieux politiques anglais désireux d'éviter qu'une question politique surgisse relativement à l'Asie-Mineure.

Ces allusions mystérieuses cachaient l'inquiétude de l'Angleterre de voir la Russie s'emparer de la question arménienne et de profiter des troubles, qu'elle pouvait facilement annoncer à l'Europe puisqu'elle y était directement mêlée, pour s'installer militairement dans les six vilayets. Les préparatifs d'une telle action n'étaient que trop visibles.

Depuis la réception du catholicos d'Etchmiadzine par le tsar au cours de l'été 1912, la question arménienne fut traitée par la diplomatie russe parallèlement avec la question macédonienne. Il s'agissait de créer de toutes pièces une nouvelle « Macédoine » en Asie-Mineure, puisque celle d'Europe devait être enlevée à la Turquie à l'automne de 1912 par la coalition balkanique dont les attaches étroites avec le tsarisme constituent aujourd'hui un fait historique dûment établi. (1) Mais faire attaquer la Turquie en face sans lui planter un couteau dans le dos, n'eût pas été conforme aux méthodes du tsarisme, qui trouva facilement des instruments capables d'exécuter une pareille besogne. Quoi de plus facile que de lancer Arméniens et Kurdes les uns contre les autres, en rendant la vie insupportable aux uns comme aux autres, pour qu'ils souhaitent la « délivrance » que leur apportera le tsar le jour où les conjectures internationales le lui permettront ! Le catholicos d'Etchmiadzine fut chargé de « préparer » l'opinion arménienne, car il fallait impressionner l'Europe par la presque unanimité avec laquelle les Arméniens auraient remis leur sort dans les mains de Nicolas II. C'est ainsi qu'apparut en Europe le délégué du catholicos, Boghos Noubar Pacha, un riche Arménien d'Egypte, qui alla de capitale en capitale pour préparer l'action russe. Fondateur de l'« Union générale arménienne de bienfaisance » au Caire, en rapport étroit avec toutes les organisations arméniennes de l'Eu-

1) Voir Guéchoff: *L'Alliance balkanique*. Paris, Hachette.

rope, avec les associations secrètes créées en 1887 à Londres et à Paris, avec le «British Armenia Comittee» (dont le fondateur fut le comte Loris-Melikoff et le président, le député Aneurin Williams), lié avec le comité arménophile de l'Allemand Lepsius, Boghos Noubar Pacha se mit à la tête d'une «Délégation nationale» nommée par le catholicos Kévork V et souleva le problème arménien devant l'Europe.

S'il s'était borné à faire appel à l'opinion publique, en se gardant soigneusement de tout contact avec les détracteurs déclarés de l'empire ottoman, comme M. Izwolski, ambassadeur du tsar à Paris, on lui aurait témoigné plus de confiance à Constantinople où l'on comprit parfaitement la nécessité des réformes, au témoignage d'un homme aussi bien placé que Sir Edward Grey, qui fit des déclarations rassurantes à cet égard au parlement britannique (30 mai 1913). Lorsque, le 12 mai 1913, l'assemblée nationale arménienne porta au grand-vizir une pétition appelant son attention sur la situation dangereuse des six vilayets, Mahmoud Chefket Pacha y répondit :

« Les Arméniens ne sont pas les seuls à subir le brigandage; il y en a d'autres qu'eux qui en souffrent aussi. Le gouvernement a la ferme volonté de mettre fin à tous ces crimes. Trop de paroles ont été prononcées, trop de promesses ont été faites. J'éviterai de faire des promesses, le gouvernement se signalera par des actes.» (1)

Un pareil acte qui eût pu rassurer les gens de bonne volonté venait précisément d'être accompli par ce gouvernement au printemps de 1913 lors de la révolte de Bitlis. Une bande de Kurdes soudoyés par le consul russe de Bitlis essaya d'y provoquer des massacres d'Arméniens, précisément ceux que M. Sazonow annonça aux cabinets européens sur la foi de ses consuls d'Asie-Mineure. Ces massacres devaient donner le signal de l'intervention tsariste, mais ils furent étouffés dans l'œuf par la Porte qui en eut vent et s'empressa de concentrer à Bitlis un fort contingent de gendarmerie afin d'être prêt au moindre signe de troubles. Les rebelles kurdes furent réduits à l'impuissance avant de pouvoir égorger un seul Arménien, mais leur chef se réfugia au consulat russe, complice et organisateur de toute l'affaire. Le danger d'une intervention fut momentanément

1) René Pinon, l. c. (Bulletin du Comité de l'Asie française, 1913), p. 293.

écarté, mais le consul russe ne fut pas molesté par son gouvernement, bien que M. Sazonow l'eût désavoué pour la forme et rappelé de Bitlis pour avoir eu la maladresse de se laisser prendre en flagrant délit. (1)

On ne peut pas assez souligner l'importance de la révolte de Bitlis, car sa réussite aurait hâté la guerre européenne de plus d'un an. Si les massacres arméniens soudoyés par les agents du tsarisme s'étaient déclanchés à ce moment, en provoquant l'inévitable intervention militaire de la Russie, il n'y a pas de doute que la guerre européenne serait sortie du problème arménien en soulevant toutes les questions d'Asie-Mineure. A ce moment Mahmoud Chefket Pacha rendit un réel service à l'Europe par l'énergie avec laquelle il sut déjouer les procédés du tsarisme.

Cependant, connaissant les véritables intentions de celui-ci, ni Mahmoud Chefket, qui fut assassiné quelques semaines après, ni son successeur ne purent se garder d'une méfiance instinctive vis-à-vis de l'action que Boghos Noubar Pacha fondait sur la bienveillance d'un tel gouvernement. Certes, l'envoyé du catholicos s'empessa de démentir les «visées politiques» qu'on lui attribuait, en déclarant que les «solutions d'indépendance et d'autonomie» ne peuvent être retenues et que la «Délégation nationale» n'y avait jamais songé, «en raison de la situation ethnique et géographique des vilayets arméniens». (2) Mais quelle valeur pouvait-on assigner à ces assurances verbales quand les faits prouvaient le contraire ? L'intime liaison de toute l'action arménienne avec le tsarisme et ses représentants les plus notoires, tel que M. Izwolski, fut constatée par un écrivain socialiste russe, M. Michel Pavlovitch, qui en révéla l'importance :

«Sur l'initiative du catholicos une conférence eut lieu à Paris en février 1913 qui s'occupa de la question des réformes dans l'Arménie turque. Le catholicos n'avait pris la responsabilité de cette initiative qu'après s'être assuré l'approbation du gouvernement russe... M. Izwolski eut toute une suite d'entrevues avec les membres de la conférence... qui se plaça à ce point de vue que la question arménienne ne pouvait être résolue que par la Russie... Conformé-

1) Pour ceux qui pourraient douter de l'authenticité d'un tel fait, rappelons qu'il fut porté devant la Chambre des Communes et que plusieurs députés anglais en eurent connaissance au moment même où il s'est produit. Lord Lamington en fit l'objet d'une interpellation à la Chambre des Lords.

2) Bulletin du Comité de l'Asie Française, juin 1913, p. 297.

ment à ce point de vue, un projet de réformes fut élaboré par un des membres de la conférence, l'évêque Yatiouchane, projet qui devait être introduit en Turquie sous le contrôle du gouvernement russe... et dont la principale clause était l'autonomie de l'Arménie *sous le protectorat de la Russie.* » (1)

Qu'est-ce sinon le détachement des six vilayets dont l'étendue représente le septième de l'empire ottoman, le tiers de l'Asie-Mineure, égal à la moitié de la France ? Et la manière dont fut conduite l'action russo-arménienne n'était pas faite pour inspirer confiance dans les discours de Boghos Noubar Pacha qui se déclarait partisan de l'intégrité ottomane, tout en se laissant inspirer par M. Izwolski... Toutes ses démarches auprès des cabinets européens, à Paris comme à Londres, à Berlin comme à Rome, étaient destinées à gagner le consentement de l'Europe entière au contrôle du tsar sur l'Arménie turque, en quoi Boghos Noubar fut soutenu non seulement par le «British Armenia Committee», mais aussi par la «Deutsche Orient-Mission» du Docteur Lepsius. Dans la «Réunion Internationale Arménienne», organisée à Paris par le Comité de l'Asie-Française le 30 novembre 1913 sous la présidence du général Lacroix, deux Allemands, Lepsius et Rohrbach, inspirés par la Wilhelmstrasse, se déclarèrent pour l'action. Lepsius alla même jusqu'à se prononcer pour l'occupation russe. (2) Les Allemands tenaient alors à montrer leur sollicitude pour les Arméniens, de peur que les autres puissances ne réussissent à s'emparer d'une question aussi importante pour l'avenir de l'Orient. Les députés anglais O'Connor, Whyte et Williams rivalisèrent avec Milioukoff dans la «protection» de ce malheureux peuple dont l'infortune devait servir aux fins les plus égoïstes de la politique européenne. Les deux frères Buxton qui venaient de faire un voyage en Arménie, firent inconsciemment le jeu du tsarisme : Harold Buxton déclara carrément que «si les troupes russes s'avancent au-delà de la frontière, elles seront saluées comme des amies, comme des libératrices.» (3)

Cela signifiait, à n'en pas douter, *l'annexion* à la Russie, si l'on renonce à jouer avec les mots. Pourtant Lord Bryce

1) Michel Pavlovitch: *La Russie et les Arméniens*, l. c. p. 472.

2) Voir le compte-rendu de cette «réunion» dans le Bulletin du Comité de l'Asie Française, novembre 1913. — Au sujet de Lepsius: p. 455.

3) *Idem*, p. 456.

avait déclaré quelques mois auparavant (le 8 mars 1913), dans son discours déjà cité, que « les Arméniens ne désiraient pas l'annexion à la Russie, car ils souhaitaient conserver la nationalité et l'individualité de leur Eglise et ils savaient que sous la domination russe, ils ne pouvaient espérer le maintien ni de l'une ni de l'autre. » Et dans ce Bulletin du Comité de l'Asie-Française qui ne cessa de s'occuper du problème arménien depuis que celui-ci fut soulevé en pleine guerre balkanique, un Français, M. Ludovic de Contenson, fit entendre une parole de bon sens :

« L'annexion à la Russie est une solution radicale qu'en désespoir de cause peuvent souhaiter quelques Arméniens... mais ce serait la fin sans appel de la nationalité arménienne, car, selon le procédé habituel, elle ne tarderait pas à être russifiée de force et verrait sa langue et sa religion plus ou moins énergiquement combattues, comme elles le sont déjà chez les Arméniens de Russie. L'ordre, la sécurité, le bien-être, la paix russe seraient assurés sans doute aux Arméniens, mais n'achèteraient-ils pas trop cher ces bienfaits par la perte définitive de leur âme nationale? » (1)

La vérité est que même l'application immédiate des réformes les plus efficaces dans les six vilayets n'eût pas désarmé le tsarisme vis-à-vis de la Turquie. Lorsque celle-ci demanda à Berlin une nouvelle mission militaire en vue du relèvement de l'armée turque désorganisée par la guerre balkanique, et lorsque l'Allemagne lui envoya le général Liman von Sanders en novembre 1913, la Russie protesta énergiquement contre cette tentative de consolider l'empire ottoman, en exigeant comme « compensation » une gendarmerie commandée par des officiers russes dans les six vilayets. Après les expériences faites lors de la révolte de Bitlis, c'eût été un véritable suicide pour la Turquie que d'y acquiescer. A Paris on a parfaitement compris la signification d'une pareille exigence ; au Comité de l'Asie-Française on ne se dissimula nullement les « conséquences qu'une pareille politique risquerait d'avoir à plus ou moins brève échéance pour l'empire ottoman. » On savait et on écrivait même que « si la Turquie prenait une attitude que la Russie jugerait inacceptable, il serait très facile à cette dernière, même si on faisait mine d'appliquer des réformes arméniennes, de provoquer en Arménie des désordres qui

1) Ludovic de Contenson, La question arménienne, 1913, I. c., p. 15.

*lui faciliteraient une intervention favorisée par tous les désirs de l'élément chrétien.»* (1) Impossible de notifier plus clairement à la Turquie qu'elle doit mourir si elle ne se soumet pas à la volonté du tsar.

## V.

Il y a des gens qui s'étonnent que la Turquie n'ait pas voulu mourir et qu'elle eût préféré s'allier même au diable pour échapper au sort qu'on lui destinait. Il y eut un moment où elle espérait obtenir l'appui de l'Angleterre qui l'avait déjà sauvée des griffes du panslavisme en 1878. Par la convention de Chypre du 4 juin 1878, cette puissance s'était engagée à garantir l'intégrité des territoires asiatiques de la Turquie en échange de l'île de Chypre d'où Beaconsfield comptait pouvoir exercer une pression sur ceux qui menaceraient l'Asie-Mineure. Le nouveau régime, désirant donner un gage de sa sincérité au sujet des réformes, s'adressa directement au Foreign Office en lui demandant des fonctionnaires anglais pour les six vilayets. Il argua précisément de cette convention de Chypre qui contient une clause sur la collaboration britannique aux réformes. Sir Edward Grey accueillit la requête en principe, mais au bout de quelque temps on s'aperçut qu'il n'était pas à même d'y donner suite. A une question posée dans la Chambre des Communes le 1er juillet 1913, il fit répondre par son sous-secrétaire d'Etat, Mr. Acland, que la demande des fonctionnaires anglais pour l'Asie-Mineure avait été réellement faite par la Porte, mais que les circonstances exigeaient qu'on « étudiat » d'abord cette affaire avant d'y répondre définitivement. Une visite de M. Poincaré à Londres à cette date permit d'en délibérer en commun et, soit que la France se fit le porte-parole du tsar, soit que ce dernier eût exercé une pression directe à Londres, l'affaire fut enterrée. La Russie, qui se réserva les six vilayets comme sa « sphère d'influence » et en obtint la reconnaissance tacite par les grandes puissances, avait tout intérêt à empêcher la nomination des fonctionnaires anglais en Arménie où elle vou-

1) Bulletin du Comité de l'Asie Française. 1913. p. 494.

lait placer ses propres candidats. On parlait de Lord Milner, de Mr. Robert Graves et d'autres auxquels la Porte était prête à accorder pleins pouvoirs pour l'œuvre réformatrice, pourvu que ce ne fussent pas des agents inféodés au tsarisme. Djavid déclara carrément au *Temps* du 26 novembre 1913 : « Nous n'accepterons pas qu'on fasse de l'Arménie une seconde Macédoine », ajoutant qu'au cas où des influences politiques empêcheraient la Turquie d'obtenir de l'Angleterre et de la France le concours de fonctionnaires éminents, elle ferait appel aux neutres plutôt que de subir les exigences russes.

Quoi de plus explicable au point de vue psychologique que cette défiance foncière que la politique du tsar inspirait aux Turcs ! Néanmoins, ils tentèrent encore une démarche suprême auprès de la Russie pour l'amener à consentir au maintien de leur nation. Les pourparlers russo-turcs qui durèrent pendant plusieurs mois entre M. Giers, ambassadeur du tsar à Constantinople, et Djavid Bey, ministre des finances, durent être finalement rompus à cause des exigences inadmissibles de la Russie. Le nouveau régime fit alors appel directement au tsar en lui envoyant une mission spéciale à Livadia en mai 1914, trois mois avant la guerre. Cette ambassade extraordinaire, conduite par Talaat, essaya de persuader au tsar que les Jeunes-Turcs ne demandaient rien de mieux que de *pouvoir* devenir les amis d'une Russie pacifique, à condition qu'on laissât *vivre* la Turquie. Revenant sur cette démarche, M. Sazonow lui-même a reconnu, dans son discours du 23 mai 1914 à la Douma, que « les conversations avec les membres de l'ambassade extraordinaire lui avaient donné l'impression du désir sérieux de la Turquie d'établir avec la Russie des rapports répondant aux intérêts des deux pays et conformes aux nouvelles conditions politiques. » (1) Ce geste des Jeunes-Turcs implorant presque le tsar de cesser une politique qui signifiait pour leur pays la mort certaine, fut encore souligné par la création d'un comité de rapprochement russo-turc à Constantinople. Tout fut en vain. Le tsarisme n'était nullement disposé à lâcher prise, croyant cette fois

1) Bulletin du Comité de l'Asie Française, mai 1914 (p. 181).

bien tenir sa proie grâce à la complicité de la diplomatie européenne tout entière à sa dévotion et qui avait fait de Nicolas II, depuis la guerre balkanique, l'arbitre de l'Orient.

L'Allemagne elle-même était sur le point d'entrer dans les vues de ceux qui désiraient hâter le partage de l'empire ottoman. La bataille de Lulé-Bourgas, en novembre 1912, créa un véritable courant antitürk dans la diplomatie allemande, courant qui avait atteint la Wilhelmstrasse dans la personne de Kiderlen-Wächter, alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Lui et ses amis croyaient qu'il n'y avait pas moyen de maintenir la Turquie *contre* la volonté de deux grandes puissances aussi intéressées à la question d'Orient que la Russie et la Grande-Bretagne, et que dès lors il valait mieux de s'entendre avec elles sur la répartition de ses dépouilles. De cette façon, ils espéraient obtenir pour leur pays une grosse part de l'héritage ottoman. L'unique considération qui prévalut finalement contre ce point de vue, notamment après la mort de Kiderlen-Wächter, fut l'objection que même au cas d'un partage profitable pour l'Allemagne, celle-ci ne pourrait pas longtemps conserver sa proie, car, pour atteindre à la partie de l'Orient qu'on lui attribuerait, «elle devrait, à travers des mers et des détroits, lancer tout autour de l'Europe un bras démesurément long et mince.» <sup>(1)</sup> Au moment cependant, où la question arménienne fut soulevée par la Russie (printemps 1913), la diplomatie allemande n'était pas encore décidée à prendre parti pour la Turquie en cas de guerre. Supposez que la révolte des Kurdes à Bitlis au mois d'avril 1913 n'eût pas été promptement étouffée par la Porte, et qu'à la suite de nouveaux massacres arméniens la Russie serait intervenue militairement, comme elle le souhaitait, croyez-vous que l'Allemagne eût risqué une guerre mondiale plutôt que de poser à Pétersbourg la question des «compensations»? En tout cas, la question de la guerre ou de la paix dépendait à ce moment du problème arménien qui revêt ainsi une importance exceptionnelle pour l'histoire diplomatique.

\* \* \*

1) Paul Rohrbach: L'évolution de l'Allemagne comme puissance mondiale. (Revue Politique Internationale, Juillet 1914, p. 32).

Le gouvernement tsarien a lui-même fourni le document le plus probant qui puisse servir de base au jugement de l'Histoire sur ses procédés en Orient à la veille de la guerre. Pour démontrer aux Arméniens l'intérêt capital qu'il leur portait, il fit publier en russe et en arménien toute la correspondance diplomatique relative au problème arménien. Dans une volumineuse brochure destinée exclusivement au public arménien il fit même insérer le protocole des délibérations confidentielles de la commission dite «Commission de Yenikeuy», composée de représentants des ambassades à Constantinople, et qui s'était réunie au mois de juillet 1914 dans le palais d'été de l'ambassade d'Autriche-Hongrie pour discuter le projet russe relatif à l'Arménie turque. Ce recueil a paru en 1915 à Tiflis en langue arménienne et contient une foule de choses intéressantes. (1)

A peine la guerre balkanique avait-elle pris une tournure défavorable aux Turcs, en novembre 1912, que la diplomatie russe s'empessa déjà de mobiliser les Arméniens pour préparer le coup mortel contre l'empire agonisant. Le 21 novembre 1912, un rapport du vice-consul russe à Van annonce que «tous les Arméniens sont partisans de la Russie et désirent sincèrement l'arrivée des soldats russes ou des réformes sous la surveillance de la Russie». A la même date le vice-consul à Bayazid télégraphie à Giers, ambassadeur du tsar à Constantinople: «Tous les Arméniens sans distinction de parti sont entièrement hostiles à la Turquie et désirent ardemment la suzeraineté de la Russie et l'occupation de l'Arménie». Giers cite l'appel du catholicos d'Etchmiadzine au vice-roi du Caucase demandant l'intervention du tsar, appel qui exprime, selon Giers, exactement l'état des esprits dans l'Arménie turque vis-à-vis de la Russie. Dans ses dépêches à Sazonow, Giers souligne l'importance capitale du problème soulevé par le chef religieux de la nation arménienne conformément aux vues de la Russie. Il craint que celle-ci ne laisse échapper cette occasion unique de prendre l'initiative d'une intervention, et il recommande à Sazonow de donner des assurances au catholicos et au pa-

1) Les Réformes en Arménie (12 novembre 1912-10 mai 1914), traduit par le jurisconsulte Sétrak Avakian, Tiflis, 1915. (Traduction française en manuscrit).

triarche de Constantinople, ainsi que « tout appui possible ». Il s'agit d'empêcher les Arméniens d'avoir recours aux grandes puissances, bien que l'occupation de six vilayets à laquelle pensent beaucoup d'Arméniens lui semble « prématurée ». Giers se contenterait pour le moment de « réformes en territoire turc » sous le contrôle des agents russes, *espérant que « ces réformes ne donneront aucun résultat et qu'il y aura nécessité de faire entrer les soldats russes dans les provinces précitées »*. (1)

En répondant à son ambassadeur, Sazonow communique à Giers le recours du catholicos en date du 30 novembre 1912 et fait menacer la Turquie de l'intervention européenne, ajoutant que « la naissance de troubles dans les provinces proches de nos frontières serait de nature à compromettre nos relations avec la Turquie en produisant des complications insurmontables ». Pour faire naître ces complications si aimablement annoncées, Giers entretient avec les Arméniens de Turquie des rapports confidentiels dont il rend compte à son chef. En décembre, il annonce que les Comités arméniens de Londres et de Paris se sont adressés aux gouvernements anglais et français pour solliciter la protection collective des grandes puissances ou bien la remise de la question arménienne aux mains du tsar. Quant à la délégation nationale arménienne qui devait parcourir l'Europe, Giers demande qu'on en réserve l'initiative à la Russie. (2) De son côté, Sazonow avise ses ambassadeurs en Europe dans une lettre confidentielle datée du 13 décembre 1912 que nombre d'Arméniens de Turquie demandent au gouvernement russe d'occuper « certaines contrées » de l'Asie-Mineure. Il suggère d'engager d'ores et déjà un échange de vues avec les cabinets de Londres et de Paris « afin d'arrêter un point de vue général et une action commune », et il demande que les deux gouvernements *conseillent* à leurs ambassadeurs à Constantinople d'appuyer les vues de l'ambassadeur russe. (3)

Entre temps, la Porte élabore un projet de réformes générales qui comporte la constitution dans les six vilayets

1) Recueil de Tiflis (en arménien). Pièce No 1.    2) Recueil de Tiflis, Pièces No 2. No 4.  
3) Recueil de Tiflis, Pièce No 5.

dits arméniens de deux nouveaux secteurs administratifs dont chacun aura à sa tête un inspecteur général, ainsi qu'un conseil composé de deux Arméniens et de deux Européens sous la présidence d'un troisième Européen. Giers juge désirable de voir figurer des Russes dans le nombre des Européens.

Vers Noël 1912, un délégué du parti Dachnakzoutioun, le médecin Zavrieff, qui a déjà remis en 1907 un mémoire au gouvernement russe sur la question arménienne, déclare à Giers que «la pensée générale des Arméniens est que leur avenir dépend de la Russie» dont ils attendent des instructions relatives à l'attitude qu'ils doivent adopter vis-à-vis de la Turquie. Zavrieff demande carrément l'intervention russe. <sup>(1)</sup> Le patriarcat est mécontent du projet de réformes turc qui veut remplacer le contrôle européen par des Européens au service de la Turquie, et exige une garantie russe ou internationale. Giers télégraphie à Sazonow que «l'occupation russe est considérée par les Arméniens comme le moyen le plus efficace de cette garantie.» L'assemblée nationale des Arméniens tenue le 21 décembre (v. s.) 1912 démontre la complète solidarité des partis arméniens en faveur de la Russie. <sup>(2)</sup>

Les Arméniens en Europe s'agitent beaucoup à ce moment et veulent saisir la Réunion des Ambassadeurs à Londres de leur cause, ce qui déplaît au vice-roi du Caucase, soucieux de réserver la protection des Arméniens à la seule Russie. Il télégraphie à Sazonow que le catholicos conseilla à Boghos Noubar Pacha, son délégué en Europe, de ne pas avoir recours à la conférence des ambassadeurs à Londres et de limiter son activité à préparer le terrain en faveur d'une intervention russe. En même temps il annonce des troubles prochains en Anatolie dont il dut être bien informé puisqu'il les fit préparer. <sup>(3)</sup>

Dans une dépêche du 13 mars 1913, M. Izwolski rend compte à M. Sazonow d'une conversation qu'il a eue à Paris avec Boghos Noubar Pacha. Celui-ci déclare «que les Arméniens mettent tout leur espoir en la protection puissante de

1) Recueil de Tiflis, Pièce No 7. 2) Recueil de Tiflis, Pièces No 8 et No 11.  
3) Télégramme de Vorontzoff-Dackoff du 7 février 1913 (Pièce No 12).

la Russie et sont prêts dans tous les cas à suivre les vues du gouvernement russe.» Boghos Noubar a élaboré un projet de réformes pour lequel il sollicite l'approbation de la Russie. Izwolski le prie de ne faire aucune démarche sans la permission de cette dernière. (1)

En mars et avril 1913 pluie de dépêches des consuls russes à Bitlis, à Erzeroum, à Van, annonçant des préparatifs de massacres. Giers télégraphie à Sazonow que les Arméniens sont très alarmés par les événements de Bitlis, d'Erzindjian, de Hadjine, etc. et il craint qu'un incendie n'éclate en Asie-Mineure entre musulmans et chrétiens. (2) Ces dépêches servent de prélude aux démarches du gouvernement russe auprès des cabinets européens en vue d'obtenir un mandat international pour pacifier l'Arménie turque. La date des massacres à annoncer est soigneusement choisie. Le 22 mai, 5 juin, Sazonow informe son ambassadeur à Berlin qu'il vient d'ordonner à Giers «d'élaborer avec ses collègues français et anglais des principes qui serviront de base à la conduite de la Triple-Entente dans la question arménienne.» Il propose comme base le projet de 1895. Le 24 mai enfin (7 juin d'après le nouveau style), dans une dépêche circulaire, Nératoff, adjoint du ministre russe des affaires étrangères, pose formellement devant les cabinets européens la question des réformes. (3)

Cette circulaire du 7 juin 1913 obtint rapidement l'adhésion de la France, plus difficilement celle de l'Angleterre et des autres puissances. La question arménienne est officiellement ouverte. Déjà le 9 juin se constitue à Constantinople une commission des trois ambassades de la Triple Entente pour élaborer un projet de réformes qui sera proposé aux autres ambassades. Le 10 juin, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie consentent à discuter le problème, tout en demandant que l'intégrité ottomane soit sauvegardée. Le même jour, Sazonow ordonne à Giers de porter l'initiative russe devant le grand-vizir et de lui déclarer qu'il dépend maintenant de la Turquie de s'unir à la Russie par des liens étroits.» (4) Cependant l'Allemagne fait des difficultés ;

1) Recueil de Tiflis, No 14.    2) Recueil de Tiflis, Nos 17, 18, 19, 21, 24, 28.  
3) Recueil de Tiflis, Nos 31, 32.    4) Recueil de Tiflis, No 39.

Jagow, tout en ordonnant à Wangenheim, ambassadeur allemand à Constantinople, de participer aux délibérations, doute de leur utilité et déclare que la réunion des ambassadeurs ne saurait avoir la signification d'un tribunal suprême. En outre, à Berlin comme à Vienne, on désire qu'un représentant de la Turquie participe aux délibérations, ce que Giers et Sazonow jugent inacceptable sous prétexte que la présence d'un représentant de la Porte *dérangerait* l'élaboration préliminaire du projet. (1)

Ce projet fut enfin élaboré par M. André Mandelstam, premier drogman de l'ambassade russe: il est basé sur le projet et la Note de 1895 des trois ambassadeurs (Angleterre, France, Russie), l'iradé du sultan du 20 octobre 1895, le projet de loi de la commission européenne de 1880, et le statut du Liban. Adopté par la Triple Entente, le projet Mandelstam devient la base des délibérations européennes. Son principe fondamental est la constitution d'une seule province arménienne, sous un gouverneur général européen indépendant de la Sublime Porte, avec les six vilayets d'Erzeroum, Van, Bitlis, Diarbékir, Kharpout, Sivas, sauf certaines régions-frontières. Les ambassades à Constantinople se réunissent pour le discuter. Giers tient à écarter l'examen du projet de réformes élaboré par la Porte, mais l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie insistent pour qu'on le prenne en considération.

La Porte venait de communiquer aux puissances les lignes générales des réformes qu'elle voulait adopter, réformes «complètement éloignées» du projet Mandelstam, selon l'expression de Giers. Celui-ci réussit à empêcher la discussion préliminaire du projet turc dans la commission des ambassades réunie le 8 juillet 1913 à Yenikeuy, en s'opposant à la proposition qu'en avait faite la Triplice.

Dans la commission le représentant de l'Allemagne combattait l'idée d'une seule province arménienne; il faisait valoir sa trop grande étendue et le manque de communications qui rend difficile la tâche d'une seule administration. Mandelstam, au nom de la Russie, soulignait la nécessité pour l'Arménie d'une «volonté forte et unie» en évoquant l'exem-

1) Recueil de Tiflis, Nos 40, 41, 43.

ple de la Crète, du Liban et de la Roumélie. Le représentant de l'Autriche-Hongrie fit remarquer que la nomination d'un gouverneur indépendant de la Sublime Porte porte atteinte à la souveraineté du sultan. Celui de l'Allemagne trouvait que l'exemple du Liban était peu recommandable. L'Arménie est quatre-vingt fois plus grande que le Liban. L'administrer comme ce dernier, c'est vouloir administrer toute la France comme on administre Tarascon. Il voit dans le projet Mandelstam une tentative de séparer complètement l'Arménie de l'empire ottoman. L'auteur du projet russe insiste cependant sur la nécessité d'un gouverneur général indépendant de la Sublime Porte. Soutenu par le représentant de l'Angleterre, Fitzmaurice, M. Mandelstam voulait démontrer par une subtilité juridique qu'un Etat demeure souverain même quand il subit une surveillance étrangère, pourvu qu'il y consente. La tâche de l'Europe est précisément d'amener la Turquie à consentir au contrôle étranger; dès lors sa souveraineté est sauvegardée. Il voulait obtenir que la Porte n'ait plus le droit de transporter des soldats d'une autre région dans la province arménienne, ni d'y coloniser les *mouhadjirs*, pour que la Turquie soit complètement désarmée vis-à-vis des menées russes.

On voit par les exigences que M. André Mandelstam avait présentées au nom de la Russie, combien celle-ci tenait à humilier la Turquie. Talaat essaya de liquider la question directement avec les députés arméniens de la Chambre turque, mais en vain. Les Arméniens refusèrent de se séparer de la Russie, bien que Talaat fût prêt à porter de 15 à 20 le nombre des sièges arméniens au parlement. <sup>(1)</sup>

Quelques semaines après l'échec de la commission de Yenikeuy, le 19 août 1913, Sazonow reprend la discussion du problème avec les cabinets européens. Il fait savoir à Berlin que la question pourrait prendre un « caractère aigu », à quoi Zimmermann riposte qu'il est dangereux de commencer le partage de la Turquie. <sup>(2)</sup> Finalement, au bout de laborieuses négociations, Jagow ordonne à l'ambassadeur allemand à Constantinople de faire des concessions. Un nouvel échange de vue commence entre les drogmans allemand et

1) Recueil de Tiflis, No 62. 2) Recueil de Tiflis, No 63.

russe. Toutefois, une note allemande relative au problème arménien (10 septembre 1913) déclare que «le gouvernement allemand ne juge ni possible ni convenable d'obliger la Turquie de se soumettre à une décision qu'elle n'admet pas de bon gré.» L'Allemagne désire voir reprendre les travaux de la commission sur la base du projet turc. Le 23 septembre enfin, Giers et Wangenheim se mettent d'accord sur le point litigieux de la désignation des deux inspecteurs généraux, après avoir accepté précédemment la base de deux secteurs administratifs au lieu d'une seule province arménienne. (1) Les six points de cet accord russo-allemand déterminent la façon dont les inspecteurs généraux seront choisis *sur une demande de la Porte* qui les engagerait à terme et leur donnerait plein pouvoir au sujet des fonctionnaires et des juges. Pour l'assemblée électorale des deux secteurs nouveaux l'accord russo-allemand préconise l'égalité du nombre des musulmans et des chrétiens, de même que l'égalité dans la répartition de toutes les fonctions. Le point délicat était la question de la surveillance européenne: on choisit la formule portant que la Turquie *proposera* aux puissances de surveiller l'exécution des réformes par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs à Constantinople.

C'est par une note datée du 26 octobre 1913 que la Turquie répond aux six points de l'accord russo-allemand, déclarant qu'elle veut exécuter les réformes avec l'aide des conseillers européens, mais qu'elle tient à sauvegarder l'indépendance de l'Etat. Vis-à-vis de Giers, le grand-vizir invoque l'exemple du conseiller anglais qui dirigea jusqu'à la guerre en toute indépendance les douanes ottomanes, quoiqu'il fût nominalement soumis à l'inspecteur douanier turc. La Porte refuse la participation de l'Europe à la *nomination* des inspecteurs généraux, mais elle admet des conseillers européens pour un délai de 10 ans, et cela à condition que la Porte ait la faculté de s'adresser pour leur désignation non pas à toutes les grandes puissances, mais seulement à l'une d'elles. Elle est prête à s'adresser à la Russie pour lui demander deux conseillers pour les deux secteurs arméniens mais Giers juge cela insuffisant. (2)

1) Recueil de Tiflis, No 78.    2) Recueil de Tiflis, No 91.

La Turquie multiplie les démarches pour rendre la Russie plus accommodante. Un jour Talaat promet à Giers de choisir 7000 soldats des meilleures troupes de Thrace pour en faire des gendarmes pour les deux secteurs arméniens où ils défendront les Arméniens contre les Kurdes. Giers répond que la Russie continuera à revendiquer son *droit* de s'occuper de la question arménienne en vertu du traité de Berlin. <sup>(1)</sup> On essaye d'exercer une pression sur la Turquie en lui refusant l'augmentation douanière de 4 %. L'Angleterre se joint à la Russie pour demander à l'Allemagne d'imposer les six points à la Porte. Finalement le grand-vizir accepte l'obligation de s'adresser pour les conseillers à toutes les grandes puissances, de demander le consentement préalable des conseillers pour chaque affaire, ainsi que le délai d'un mois pour l'arrangement des conflits entre les inspecteurs généraux et les conseillers. Cependant, Sazonow continue à poser des exigences que la Porte juge inadmissibles. Après plusieurs semaines de discussion interminable, le grand-vizir se déclare prêt à s'adresser semi-officiellement et verbalement aux ambassadeurs pour la désignation des candidats aux postes des inspecteurs généraux et à communiquer semi-officiellement les attributions des inspecteurs après accord préalable, avec engagement de dix ans.

Le 13 janvier 1914 enfin, Giers télégraphie à Sazonow de se contenter des résultats obtenus, car «les grandes puissances ne nous suivraient plus au cas où nous imposerions de grandes exigences». Ces résultats ne concernent jusqu'ici que les principes fondamentaux. On continue à discuter sur la composition des conseils généraux. La Turquie propose la représentation proportionnelle pour les Conseils de Diarbékir, Kharpout et Sivas; cette proposition est acceptée par la Russie, qui essaye cependant encore de faire interdire l'installation des *mouhadjirs* dans les vilayets arméniens, après avoir vainement voulu imposer le principe d'égalité dans la représentation électorale dans les contrées où les Arméniens se trouvent en évidente minorité. Le 7 février, Sazonow autorisait la signature de l'accord qui fut paraphé

1) Recueil de Tiflis, No 92.

et signé le lendemain. Deux mois après, la Turquie nomma le Hollandais Westenenk et le Norvégien Hoff inspecteurs généraux des deux nouveaux secteurs, sur une liste de 5 candidats qu'avait présentés la Russie. (1)

Le 16 avril 1914, «Sa Béatitude le Patriarche et Catholicos de tous les Arméniens», Kévork V, remercia Sazonow de la convention russo-turque dont il a été officiellement informé par le comte Hilarion Ivanovitch Vorontzoff-Dachkoff, vice-roi du Caucase. Dans sa lettre, le catholicos parle en termes dithyrambiques du dévouement de la nation arménienne et de ses «tendances» pour la Grande Russie et pour «son adorable souverain, le Roi-Empereur Nicolas II» dont la volonté appela les Arméniens de nouveau sur la «scène de l'Histoire». (2)

## VI.

Ce n'est pas la tâche d'une étude sur les origines du problème arménien de prendre position vis-à-vis d'événements trop récents et trop compliqués pour être jugés selon les principes de l'équité. Aussi renoncerons-nous à discerner avec précision les responsabilités relatives à la situation douloureuse qui a été faite aux Arméniens par la guerre mondiale. Nous nous contenterons de confronter aussi brièvement que possible les deux thèses contradictoires.

La thèse des révolutionnaires arméniens est connue : se servant de la fable du loup et de l'agneau, ils se présentent à l'Europe comme une race persécutée par un gouvernement «criminel» qui serait imbu de sentiments féroces à l'égard des chrétiens soumis à son autorité par un «accident» de l'histoire, et qui profita de la guerre pour se débarrasser d'eux en les exterminant par centaines de mille. Dans une conférence qu'un prélat français, Mgr. Touchet, fit à Paris devant l'«Oeuvre d'Orient» en février 1916, le nombre des victimes arméniennes est estimé à 500.000. Il nous est impossible de contrôler les chiffres, bien que ceux-ci nous semblent fort exagérés. Ce qui est certain, c'est qu'il y eut une horrible tragédie aux confins russo-turcs au printemps de 1915, lorsque les Arméniens se trouvèrent entre les deux

1) Recueil de Tiflis, No 146, No 134. Nos 156-157. 2) Recueil de Tiflis, No 158.

feux d'une lutte à vie et à mort. Mais les conditions historiques dans lesquelles cette lutte fut déclanchée et que nous avons examinées de près, nous permettent de conclure que la fable du loup et de l'agneau ne mérite aucun crédit devant un tribunal impartial.

D'après la thèse contraire, exposée par des observateurs non prévenus contre l'Islam, (1) ce furent les révolutionnaires arméniens qui prirent l'initiative du drame, en massacrant d'abord des musulmans innocents à Koms, en février 1915 lors de la première révolte arménienne. C'est la région de Mouche qui fut le théâtre des préludes sanglants de ce formidable duel turco-arménien et c'est de là qu'une enquête impartiale pourrait nous apporter des lumières si jamais la lumière se fait sur une contrée où sévit encore le moyen-âge. Les péripéties de cette tragédie ne sont jusqu'ici qu'imparfaitement connues, car les brochures publiées par les comités révolutionnaires arméniens en Europe sont sujettes à caution. (2) En avril 1915, la révolution arménienne s'empara de la ville de Van, y constitua un «Etat-Major» arménien sous la direction d'Aram et de Vardan qui livra la ville aux troupes russes le 6 mai, après avoir «libéré» la région de Van des mahométans. D'après un journal russe de Rostow, le nombre des volontaires arméniens qui se mirent au service du drapeau tsarien forme environ trois divisions, tout un corps d'armée. Il y eut déjà un «gouvernement provisoire de Vaspourakan» (nom arménien de Van) sous la direction d'Aram Manoukian, gouverneur général de la «première province de l'Arménie». On forma sur le papier 14 grandes et petites provinces en attendant le bonheur que le tsar devait réaliser pour la «Grande Arménie».

Parmi les chefs arméniens les plus notoires figure Karakin Pastermadjian, député au Parlement ottoman, connu sous le nom de «Garo», qui se mit à la tête des volontaires arméniens lors de l'ouverture des hostilités russo-turques et que la Sublime Porte accuse d'avoir incendié tous les villa-

1) Voir la «Gazette de Lausanne» du 25 mars 1916.

2) Voici quelques titres: «Documents sur le sort des Arméniens en 1915». — «La défense héroïque de Van». — «Les massacres et la lutte de Mousche-Sassoun en 1915». (Publiées à Genève).

ges musulmans qu'il trouva sur son chemin, en massacrant leurs habitants. On sait que les tentatives turques d'obtenir le concours du parti «Dachnakzoutioun» contre le tsarisme au début de la guerre furent repoussées, au mois de septembre 1914, par le congrès arménien d'Erzeroum, qui se déclara «neutre». Cependant, les milliers de bombes et de fusils russes trouvés chez ses adhérents montrent ce que cachait cette neutralité. Les Turcs attribuent, en effet, l'invasion russe dans le nord de l'Asie-Mineure aux pratiques des bandes arméniennes dont l'attitude rendit difficile la défense du pays.

Que les Kurdes ne restèrent pas inactifs en face d'un pareil bouleversement, cela est certain. Qu'ils constituent une force démoniaque et impitoyable si on les provoque, cela également ne souffrait aucun doute. Les Arméniens devaient savoir à quoi ils s'exposaient en se rangeant du côté russe. L'explosion des forces de haine, entretenues pendant plusieurs générations par la nature opposée de ces races et exploitées sans vergogne par la politique tsarienne, dut se produire le jour où une question de vie ou de mort les mit face à face. Aucun gouvernement au monde n'eût pu empêcher ce choc horrible, notamment dans les conditions où se trouve la Turquie au point de vue social et politique. Ce n'est pas impunément que la diplomatie européenne attisa durant un siècle les querelles de races et de religions dans cet empire. Il était clair, et Albert Sorel, le grand historien français, le prédit il y a plus de trente ans, que la politique des partages devait amener une catastrophe où sombrerait le monde entier.

Quant à l'attitude de la Turquie, elle s'explique par la situation psychologique que lui fit l'Europe. L'acharnement avec lequel on voulut la biffer de la carte du monde, l'impitoyable dureté avec laquelle le tsarisme poursuivit sa destruction complète, les préjugés religieux dont est victime une des races les plus calomniées du monde, acculèrent ce pays à la lutte suprême. Le jour où se révéla l'immense danger qu'elle courait vis-à-vis de la Russie par suite de l'attitude des Arméniens, elle fit ce que firent toutes les nations du monde dans les heures de détresse: elle fit éloigner du

théâtre de la guerre tous les éléments incertains. Il va de soi que dans un pays si pauvre en moyens de transports, si dépourvu de technique moderne, une mesure pareille s'accompagne de maux terribles, et que des innocents durent souffrir pour le rêve insensé d'une Arménie protégée par le tsar.

Le tsarisme, voilà le grand criminel qui ne cessa de porter le maheur dans le monde islamique depuis qu'il y eut des tsars, comme il rendit malheureux le peuple russe lui-même auquel il fut infligé par un mauvais destin. Peut-être sa chute guérira-t-elle l'Europe du cancer politique dont il souffre. Pour l'Orient, le renversement du tsarisme par le peuple russe est en tout cas le plus grand événement qui se soit produit depuis trois siècles. Il signifie un renouveau d'espérance pour la collaboration féconde d'une Europe guérie de l'influence tsarienne avec l'Orient avide de progrès. Le système d'asservissement de l'Asie sous la botte de la vieille Europe exploiteuse a fait son temps.

**EDGAR GRANVILLE**